

UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Économie, de Gestion et de Sociologie

(Domaine : Sciences de la Société)

Département Économie

(Mention Économie)

Mémoire de groupe de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Licence en Sciences

Économiques

Option : ECONOMIE-MATHEMATIQUE

Le développement endogène dans le processus du développement de Madagascar

Par : le Groupe 22

- MR. RASOLOARISATA Francky Rivolala
- MR. RASOLONIRINA Ny Hasinavalona Maheritiana
- MR. RATOVOHERY Anjaratiana Luc Landry
- MR. RATOVOHERY Lionel
- MR. RATOVOJANAHARY Ny Aina Fanantenana

Encadreur : MR. RAZAFIMANANTENA Tiaray Edouard – Ingénieur statisticien
Economiste

Promotion : TSIRESY

Date de dépôt : 30 Janvier 2017

Date de soutenance : 20 Janvier 2017

AU : 2015/2016

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer ma plus profonde gratitude à Dieu tout puissant pour sa bénédiction à la réalisation de ce travail de mémoire.

Nous tenons également à exprimer mes remerciements les plus sincères :

- ✚ À Monsieur RAKOTO David, le Doyen de la Faculté de Droit, d'Économie, de Gestion et de Sociologie ;
- ✚ À Monsieur RAMAROMANANA ANDRIAMAHEFAZAFY Fanomezantsoa, le Chef du département Économie ;
- ✚ À Monsieur RAZAFIMANANTENA Tiaray, mon encadreur pédagogique avec qui j'ai eu l'honneur et le plaisir de travailler au cours de ce mémoire ;
- ✚ À Madame RANDRIAMANAMPISOA Holimalala, le premier responsable de la promotion Tsiresy ;
- ✚ À nos Familles qui nous ont soutenues moralement tout au long de ce travail ;
- ✚ Et à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire.

SOMMAIRE

<i>LISTE DES ABREVIATIONS</i>	<i>i</i>
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	<i>iii</i>
<i>LISTE DES GRAPHIQUES</i>	<i>iii</i>
INTRODUCTION	1
PARTIE I : CONCEPT THEORIQUE DU DEVELOPPEMENT ET PLAN D'ACTION A MADAGASCAR DEPUIS 2001	4
CHAPITRE I : APPROCHE THEORIQUE ET QUELQUES EXEMPLES D'APPLICATION DU DEVELOPPEMENT ENDOGENE	6
1- Concept de développement et développement endogène	6
2- Le développement endogène faites par quelques pays	11
CHAPITRE II : LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT A MADAGASCAR DEPUIS LE DEBUT DU MILLENAIRE	19
1- Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)	19
2- Madagascar Action Plan (MAP)	21
3- Le Plan National de Développement (PND)	25
PARTIE II : ARTICULATION ENTRE DEVELOPPEMENT ENDOGENE ET LES RELATIONS EXTERIEURES	29
CHAPITRE I : IMPLICATION DES PARTENAIRES PUBLICS INTERNATIONAUX ET DES PARTENAIRES PRIVES ETRANGERS ...	31
1- L'Aide Publique au Développement	31
2- Echange de connaissance et d'expérience	36
CHAPITRE II : POSSIBILITE DES COMPOSANTES DE DEVELOPPEMENT ENDOGENE A MADAGASCAR	42
1- La relance économique	42
2- Madagascar et les Objectifs Durables de Développement (ODD)	47
CHAPITRE III : ANALYSE ECONOMETRIQUE DE L'IDH	57
1- Contexte	57
2- Présentation du modèle	59
3- Modèle en coupe instantannée	63
CONCLUSION	69
BIBLIOGRAPHIE	I
WEBOGRAPHIE	II
ANNEXE	III

LISTE DES ABREVIATIONS

AFD	Agence Française pour le Développement
AMP	Aid Management Platform
APD	Aide Publique au Développement
ARM	Autorité Routière de Madagascar
BIT	Bureau Internationale du Travail
BVPI	Bassins Versants et Périmètres Irrigués
CAD	Comité d'Aide au Développement
CGDES	Comité de Gestion Décentralisée des Etablissement Scolaires
COI	Commission de l'Océan Indien
CPGU	Cellule de Prévention et Gestion des Urgence
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EDBM	Economic Development Board of Madagascar
FID	Fond d'Intervention Pour le Développement
FMI	Fonds Monétaire Internationale
GRC-RRC	Gestion des Risques et Catastrophes- Réduction des Risques et Catastrophes
IDE	Investissement Direct Etranger
IDH	Indice de développement Humain
IFI	Institutions Financières Internationales
ISI	Industrialisation par Substitution aux Importations
JOGMEC	Japan Oil Gaz and Metals National Corporation
LMD	License-Maîtrise-Doctorat
LT	Long terme
MAP	Madagascar Action Plan
NTIC	Nouvelles Technologies d'Information et de Communication
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisme Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unis
ONUDI	Organisation des Nations Unis pour le Développement Industrielle
PACEM	Programme d'Appui au Cycle Electorale à Madagascar
PEC	Projet d'Etablissement Contractualisé
PED	Pays En Développement
PIB	Produit Interne Brut
PMA	Pays Moins Avancés
PME	Petits – Moyens Entreprises
PMO	Plan de Mise en Œuvre
PNB	Produit Nationale Brut
PND	Programme Nationale pour le Développement
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Développement
PPA	Parité du Pouvoir d'Achat
PTF	Partenaire(s) Technique(s) et financier(s)

PUPIRV	Projet d'Urgence pour la Prévention des Infrastructures
PVD	Pays en Voie de Développement
RCD	Rapport sur le Coopération au Développement
SADC	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
SIM	Syndicat des Industries à Madagascar
UE	Union Européenne
USD	United States Dollars
VIH-SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine - Syndrome d'Immunodéficience Acquise

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Evolution de l'IDH depuis le début du millénaire	11
tableau 2:IDE entre 2013 et 2015	38
tableau 3: statistiques descriptives	63
tableau 4: régression	65
tableau 5: résultat du test de Shapiro-Wilk	66
tableau 6: test résultat du test de Jarque-Bera	66
tableau 7: résultat du test d'autocorrélation.....	67

LISTE DES GRAPHIQUES

graphique 1: Evolution de l'APD reçue par les PTF depuis 2000	32
graphique 2: Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 20012	37
graphique 3: test de normalité	64
graphique 5: test d'autocorrélation	67
graphique 6: test de résidu (test de student)	68

INTRODUCTION

Le développement a toujours été l'objectif commun de chaque pays, de tout dirigeant, et de chaque citoyen, surtout pour nous les pays classés comme pauvres et moins avancés. Pour s'assurer que le pays se trouve sur la bonne voie, on se réfère en premier lieu sur le taux de croissance économique. On en déduit ainsi l'état et la santé de l'économie du pays. Pourtant, il ne faut pas confondre le concept de croissance et le concept de développement. En effet, le fait de se fier aux variables quantitatives économiques pour montrer l'évolution de la situation d'un pays a souvent été critiqué.

A partir des années 60, le concept de développement a été mis à jour. L'économiste français François Perroux a défini un concept de développement en montrant que la croissance et le développement ne sont pas synonymes. D'où sa définition du développement : « c'est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global ¹ ». Le développement devient un problème crucial et prioritaire pour un pays, car c'est à travers le développement que s'assure l'épanouissement des potentialités et créativité de la société. Ce qui nous amène à la notion de « développement endogène ». C'est l'introduction de ce dernier qui reflète le mieux l'implication de la société dans le concept de développement. Le développement endogène, autrement dit le développement par le bas est une théorie de développement se basant à la promotion, l'utilisation, l'exploitation et la valorisation des ressources locales disponibles dans le but d'assurer le développement globale. Après la colonisation, la plupart des pays du Tiers Monde ont des problèmes dans son processus de développement, comme le cas de Madagascar.

Madagascar est un pays de l'Océan Indien avec une superficie de 587 041 kilomètres carrés qui est subdivisé en 6 provinces, 22 régions, 119 districts et avec une population estimée à 24 millions d'habitants². L'agriculture, la pêche, la production textile, et l'exploitation minière constituent les principales activités économiques de Madagascar selon les valeurs ajoutées.

¹ François Perroux, L'économie du XXème siècle, Paris, PUF, 1964, p.155

² INSTAT, ENSOMD 2012-2013, UN Data

Madagascar est parmi les pays le plus pauvre selon le classement du PNUD. Cette pauvreté peut s'apercevoir par l'intermédiaire des revenus par tête, mais aussi par l'accès à l'eau potable dans certain région très reculé, la malnutrition chronique, l'accès aux services de base tel que l'éducation et la santé, ... Actuellement, Madagascar est confronté à des immenses défis comme la réduction de la pauvreté. De ce fait, des différentes réformes ont été établies pour atteindre ses objectifs de développement. Madagascar est défini comme un pays riches en terres arables et en ressources minières. Madagascar a choisit d'ouvrir son économie au reste du monde en faisant des accords de coopération et de partenariat aussi bien avec des pays développés qu'avec des pays en développements (pays membre de la COI, COMESA, SADC,...). Ces partenariats ont été établis pour promouvoir l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Plusieurs politiques de développement ont été adoptées depuis le début du millénaire. Des modifications ont été apportées dans chaque plan d'action pour atteindre l'objectif de l'Etat qui est non seulement la croissance mais aussi la réduction de la pauvreté dans toutes les zones du pays.

Mais cela n'a pas suffis à résoudre le problème de pauvreté. Des problèmes se sont posés durant la mise en œuvre des plans stratégiques de développement qui se sont succédé depuis l'indépendance. Ces problèmes ont mis le pays dans une situation très délicate et qui sont les sources de l'instabilité de performance économique. Pour résoudre ces problèmes, les communautés internationales sont intervenues.

Des financements ont été mis à la disposition de Madagascar pour son processus de développement. Ces aides sont des appuis pour la mise en application des stratégies de développement. Comme l'a dit le directeur actuel de l'AFD à Madagascar dans une interview publié dans le journal Express de Madagascar du 29 octobre 2016: *« ce n'est pas les aides au développement qui vont développer Madagascar. Le choix des priorités appartient aux Malgaches »*.

Notre objectif est de montrer à quel point le développement endogène est important dans le processus de développement. Cette complémentarité vis à vis des politiques de développement existantes nous assurerait-il une réussite? Quels rôles jouaient et joueraient la communauté internationale concernant nos choix et exécution de notre programme de développement ? Les conditions d'octroi des aides extérieures ne constituent-elles pas un obstacle au développement endogène ? Ces aides seraient-ils un geste désintéressé visant

notre bien être ou plutôt à promouvoir leurs propres intérêts? En quoi nous serviraient-ils nos erreurs antérieures à nos perspectives futures et sur la voie vers les ODD?

La méthodologie qu'on a opté est celui de l'approche par revue de la littérature thématique. Pour cela, nous avons consultés les documents de stratégie de développement Madagascar (DSRP, MAP, PND) mais aussi les rapports récents concernant le développement humain de la PNUD, le rapport de la banque mondiale.

Ce mémoire se divise en deux parties dont la première parle de la théorie de développement et de la situation socio-économique de Madagascar. La deuxième partie parle de l'articulation du développement endogène avec les relations extérieures.

**PARTIE I : CONCEPT
THEORIQUE DU
DEVELOPPEMENT ET PL
AN D'ACTION A
MADAGASCAR DEPUIS
2001**

Madagascar, subdivisé en 22 régions, est parmi les pays les plus pauvres du monde. Pour promouvoir un développement rapide et durable, le gouvernement avec les partenaires financiers ont élaboré des politiques économiques. Ainsi, dans cette première partie, nous allons avancer une approche théorique pour mieux étudier le sujet, puis faire une analyse comparative des plans d'action depuis le début du millénaire.

Chapitre I : Approche théorique et quelques exemples d'application du développement endogène

1- Concept de développement et développement endogène

a- Le développement

Le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) définit le développement comme le fait d'« élargir l'éventail des possibilités offertes aux hommes ». Cette définition est inspirée de la théorie des « besoins essentiels (ou élémentaires) » créée dans les années 1970 au sein du Bureau international du travail (BIT). Le développement y est caractérisé par la disponibilité d'un minimum de biens pour assurer la survie (alimentation, habillement, etc.) et de services de base comme la santé ou l'éducation. Les besoins essentiels sont définis par le fait qu'ils sont quantifiables, universels et facteurs de croissance économique.

Le PNUD propose ainsi quatre critères pour mesurer le niveau de développement d'un pays :

- la productivité qui permet d'enclencher un processus d'accumulation ;
- la justice sociale : les richesses doivent être partagées au profit de tous ;
- la durabilité : les générations futures doivent être prises en compte (dimension à long terme du développement) ;
- le développement doit être engendré par la population elle-même et non par une aide extérieure. (Développement endogène)

b- Le sous-développement

Dans les années 1970, à côté de la notion politique de tiers-monde, l'ONU avance la notion de « pays en voie de développement » (PVD), la notion de pays sous-développé étant considérée comme trop stigmatisant. Puis, dans les années 1980, s'impose l'appellation « pays en développement » (PED) qui est censée traduire le processus de progrès économique et social dans lequel sont engagés les pays pauvres. Elle traduit la volonté d'une approche optimiste et positive du développement. La notion de PED cohabite aujourd'hui avec celle du « Sud », qui insiste sur la localisation géographique des PED en opposition avec le Nord, ou

bien encore avec la notion de « pays émergent » qui insiste sur le caractère imminent de leur développement, en particulier pour les pays les plus avancés dans leur développement.

La notion de « sous-développement » a d'abord été définie comme une situation de non-développement.

Un pays « sous-développé » connaîtrait donc des blocages qui empêchent le processus de développement de se mettre en place, en particulier l'industrialisation. Lever ces blocages par des stratégies de développement basées sur l'industrialisation et la sortie de la spécialisation agricole permettrait donc de sortir du sous-développement.

Mais le sous-développement ne peut se réduire au seul critère de la sous-industrialisation. La théorie des « besoins essentiels » met l'accent sur la notion de « manque » : un pays sous-développé est un pays où les besoins fondamentaux de l'homme ne sont pas couverts (alimentation, sécurité, santé, éducation...). Mais il faut aussi insister sur les fortes inégalités internes dans les PED. De ce fait, selon Sylvie Brunel, le sous-développement se manifeste par quatre critères :

- une pauvreté de masse ;
- de fortes inégalités par rapport aux pays développés mais aussi à l'intérieur du pays lui-même (hommes/femmes, urbains/ruraux...) ;
- l'exclusion du pays du commerce international, des connaissances scientifiques mondiales... mais aussi d'une partie de la population au sein même du pays (femmes, populations rurales...) ;
- l'insécurité, qu'elle soit environnementale, sanitaire ou encore politique, dans laquelle vit la majorité de la population.

c- Mesure du sous-développement

La Banque mondiale mesure le niveau de développement par un indicateur de richesse, le revenu moyen de la population assimilé au PNB/habitant. Cela lui permet de classer les pays en trois catégories selon leur niveau de richesse :

- Pays à revenu faible (moins de 905 \$/habitant)
- Pays à revenu intermédiaire (entre 906 et 11 115 \$/habitant)
- Pays à revenu élevé (plus de 11 116 \$/habitant)

Cette classification rencontre des limites comme l'illustre le fait que les PED sont représentés dans toutes les catégories. En effet, cette classification ne tient pas compte par

exemple de la répartition et de l'utilisation des revenus, et n'est donc pas affectée par les inégalités internes des pays. De plus, elle réduit le développement à la seule variable du niveau de vie.

d- La mesure par les indicateurs de développement

Le PNUD a donc créé en 1990 un indicateur synthétique, l'**indicateur de développement humain (IDH)**. Considérant que le développement traduit l'extension des possibilités humaines, celle-ci nécessite trois conditions : la possibilité de vivre longtemps et en bonne santé, la possibilité de s'instruire, et enfin les possibilités d'accès aux ressources permettant de vivre convenablement. Pour représenter ces trois dimensions du développement (santé, éducation, niveau de vie), l'IDH synthétise trois indicateurs mesurés de 0 à 1 (plus il est élevé, plus le pays est développé):

- Un indicateur de longévité et de santé mesuré par l'espérance de vie à la naissance ;
- Un indicateur d'instruction mesuré pour deux tiers par le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers par le taux de scolarisation ;
- Un indicateur de niveau de vie mesuré par le PNB/habitant en PPA (parité de pouvoir d'achat).

L'IDH synthétise ces trois indices en un seul traduisant le niveau de développement du pays, noté de 0 à 1. Ainsi, les pays à développement humain élevé ont un IDH supérieur à 0,800 ; les pays à développement humain moyen ont un IDH compris entre 0,500 et 0,799 ; les pays à développement humain faible ont un IDH inférieur à 0,500 (voir tableaux 4 et 5).

Des différences significatives de classement apparaissent selon que l'on prend en compte le PNB/ habitant ou l'IDH, ce qui montre l'intérêt de ce dernier.

Tout comme le PNB/habitant, l'IDH rencontre des limites puisqu'il ne montre pas si le niveau de développement atteint est dû à une aide extérieure ou bien aux progrès réels du pays qui traduisent alors l'effectivité d'un processus durable de développement. De plus, on peut lui reprocher son caractère statique alors que ce qu'il est censé mesurer, le développement, est lui un phénomène dynamique. Enfin, l'IDH n'indique pas le niveau des inégalités internes au pays.

Et donc, en générale, on observe plusieurs indicateurs de développement pour classer chaque pays :

- L'IDH ;

- L'espérance de vie à la naissance ;
- Taux d'alphabétisation des adultes ;
- PIB par habitant.

e- **Le développement endogène**

D'un certain point de vue, le développement endogène (ou autocentré) est une approche territoriale du développement. Il se présente comme une différente manière de voir le développement : développement territorial, développement « frombelow » (partant du bas), s'opposant au développement fonctionnel « up-down » (partant du haut).³ Ici, le développement endogène débouche sur le développement intégré c'est-à-dire le contrôle local de la vie économique ; le promouvoir revient à prôner un développement global intégrant dans une même logique les aspects sociaux, culturels, techniques, agricoles et industriels, plutôt que de développer des spécialisations « pointues ». Ce type de développement peut s'accompagner (et s'accompagne le plus souvent) d'un développement de l'économie souterraine. Une fraction croissante de l'activité économique se réalise alors en marge des normes habituelles et du contrôle de l'Etat et des grandes organisations (secteur informel). Ce secteur dit informel, relève d'initiatives purement individuelles. Le concept de secteur informel ou non structuré est apparu au début des années 70 avec le lancement du Programme Mondial de l'Emploi par le BIT et la publication d'un rapport sur le Kenya publié en 1972. Ce rapport faisait prendre conscience que l'exode rural et la croissance urbaine qui en résultait ne se traduisaient pas par l'existence d'un taux élevé de chômage, mais par le développement de petites activités permettant aux individus n'ayant pu avoir accès aux emplois du secteur moderne, de vivre et de survivre.

Il revient donc à l'Etat de jauger entre une politique interventionniste (c'est-à-dire lutter contre les activités informelles) ou d'une politique du moins d'Etat (qui favoriserait l'essor de ce secteur informel qui pourrait entre autre être une solution au chômage). Mais, généralement, la lutte contre l'essor du secteur informel est imposée au PED par les bailleurs de fond. Ces derniers qui prônent pour l'augmentation des recettes fiscales de l'Etat ce qui nous amène à se concentrer dans la lutte contre le secteur informel.

Donc, dans cette vision de l'économie, la conception endogène du développement se définit comme la souplesse s'opposant à la rigidité des formes d'organisation classiques. Elle

³Aydalot, Philippe (1985) Économie régionale et urbaine. Paris, Economica, par Paul Y. Villeneuve

incarne l'idée d'une économie flexible, capable de s'adapter à des données changeantes et constitue une alternative à l'économie des grandes unités.

D'un point de vue plus général, le développement endogène est une conception du développement basé sur les ressources disponibles localement, notamment les savoirs, les expériences, les cultures et le leadership local. Il prend en compte la manière dont les populations se sont organisées localement et ont appris à vivre dans leur environnement, avec l'ouverture nécessaire pour intégrer les connaissances et les pratiques extérieures. Il inclut les systèmes d'apprentissage et d'expérimentation historiques générés localement, en vue de la satisfaction des besoins ressentis par les populations, et projette de construire des économies locales et suffisamment ouvertes pour permettre d'y retenir l'essentiel des bénéfices.

En effet, pour accroître le niveau de vie des populations de manière durable, il est impératif que les acteurs comprennent les réalités locales et les besoins ressentis par les populations, entre autres celui de cohésion sociale.

Le développement endogène vise à rendre les populations responsables de leur destin commun, de leur insertion dans des ensembles régionaux plus étendus, et des opportunités qu'elles offrent localement aux générations futures. Il s'oriente vers la réalisation progressive des droits humains, à travers cinq dimensions que sont la recherche, l'échange, l'expérimentation, la capacitation et la capitalisation:

- Améliorer les connaissances et les pratiques locales dans le sens de la réalisation progressive des droits humains;
- Promouvoir une utilisation sélective des ressources externes;
- Renforcer les échanges entre les cultures et la solidarité dans le sens de la réalisation progressive des droits humains;
- Assurer le contrôle local sur les options de développement;
- Générer localement et retenir les retombées du développement pour le bénéfice des populations locales.

2- Le développement endogène faites par quelques pays

Plusieurs raisons nous ont menés vers le choix de ces quatre pays (Vietnam, Sénégal, Rwanda, Ghana) comme exemple.

En l'année 2000, le niveau de l'IDH de chacune de ces pays se trouvaient presque au même niveau. Celui de Madagascar était visiblement au dessus de la moyenne par rapport à ces autres pays. Quant à son évolution, il se trouve qu'il est plus ou moins similaire. Donc, si on se réfère à l'évolution de l'IDH, ces pays sont plutôt comparables à Madagascar.

Tableau 1 : Evolution de l'IDH depuis le début du millénaire

	MADAGASCAR	GHANA	VIETNAM	RWANDA	SENEGAL
Date de l'information	Données	Données	Données	Données	Données
2000	0.45	0.48	0.56	0.32	0.41
2005	0.47	0.51	0.59	0.39	0.45
2006	0.47	0.52	0.60	0.41	0.45
2007	0.48	0.53	0.61	0.42	0.46
2008	0.48	0.54	0.61	0.43	0.47
2009	0.49	0.54	0.62	0.44	0.47
2010	0.49	0.56	0.63	0.45	0.48
2011	0.50	0.57	0.63	0.46	0.48
2012	0.50	0.57	0.64	0.50	0.48
2013	0.50	0.57	0.64	0.51	0.49
2014	0.51	0.58	0.67	0.48	0.47

Source : PNUD (2016)

A part la similarité du niveau de l'IDH, la plupart de ces pays ont déjà entrepris une voie socialiste dans les périodes antérieures. Madagascar de 1975 jusqu'en 1991 sous Ratsiraka, le Sénégal depuis son indépendance jusqu'en 1981, le Ghana un peu avant 1960 à 1966 sous Kwame Nkrumah, le Vietnam qui est encore aujourd'hui un pays socialiste.

Tout ces pays sont tous bénéficiaires des aides internationaux.

a- Cas du Vietnam

Pays membre à part entière de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture) et de l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie), de l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie) le Vietnam est comme Madagascar, à la différence qu'elle est un pays communiste, un pays qui a fait face à plusieurs difficultés économiques et sociales depuis ces derniers siècles.

Le Viêt Nam a fait des progrès réguliers et impressionnants, depuis 1986, suite aux grandes réformes vers l'économie de marché. Auparavant en déficit, le pays est devenu le 1er ou 2ème exportateur mondial pour plusieurs cultures importantes comme le riz, le poivre, la noix de cajou, café. De nombreuses industries pour l'exportation comme le textile et les chaussures ont permis d'absorber une abondante main d'œuvre. La gestion du pays est régulièrement acclamée par la Banque Mondiale et les Nations Unies et même par le Fonds Monétaire. Le pays est relativement peu endetté, favorisant toujours un développement endogène, que l'aide étrangère vient seulement appuyer.

Depuis 2015, le gouvernement Vietnamien a mis l'accent la lutte contre l'une des problèmes les plus primordiales selon leur dire. Il s'agit de la réduction des inégalités, mécaniquement induites par la croissance, entre monde rural et monde urbain, provinces riches et pauvres, détenteurs du capital et salariés, ne se creusent pas au delà du raisonnable, sous peine de troubles sociaux et de contestation du régime. Des stratégies de développement adaptées à chaque région ont été mises en place. Les projets de lutte contre la pauvreté ont été multipliés. Citons par exemple le projet « Les plus pauvres s'en sortent ! À BìnhThuân et HâuGiang, Viêt Nam » et d'autres dont les bénéficiaires des programmes sont préalablement ciblés par régions.

Tout cela nous montre à quel point le gouvernement Vietnamien avec l'aide de la communauté internationale a mis une importance capitale le rôle du développement endogène dans leur plan de développement économique nationale (PDE).

Aujourd'hui, l'économie vietnamienne est l'une des plus dynamiques du Sud-est asiatique, le pays est l'un des plus attractifs d'Asie, et fait partie de nombreux classements internationaux visant à identifier les pays à haut potentiel.

b- Cas du Sénégal

Depuis l'indépendance, les politiques et stratégies agricoles mises en œuvre n'ont pas permis d'atteindre les performances attendues de l'agriculture au Sénégal. Dès lors ils ont choisi de mettre en œuvre une vision à long terme en adaptant une Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP) qui traduit l'engagement de l'Etat à soutenir le développement agricole. Pour ce faire, le développement agro-sylvo-pastoral passe par une stratégie de diversification des productions agricoles, l'augmentation de la productivité et de la compétitivité des exploitations agricoles sur une base durable, avec comme stratégie d'accompagnement, le développement d'une économie non agricole en milieu rural. Depuis une décennie, les indicateurs de santé maternelle et infantile au Sénégal se sont améliorés grâce l'adoption du Programme national de Développement sanitaire (PNDS). La mise en œuvre de ce programme repose essentiellement sur le PDIS (Programme de Développement intégré de la Santé) qui a beaucoup contribué à la résorption du déficit en personnel qualifié et à l'accessibilité géographique et financière des structures sanitaires pour les populations. Avec l'appui de la FAO pour la sécurité alimentaire au Sénégal, un Programme Spécial de sécurité alimentaire (PSSA) a permis d'obtenir des résultats très concrets en terme d'organisation, de structuration du monde rural, d'amélioration des techniques culturales. Dans le domaine de l'Education et de la formation, le Sénégal a adopté son Programme décennal de l'Education et de la Formation (PDEF) en s'inspirant du programme EPT (Education Pour Tous) qui s'articule autour de trois principaux axes stratégiques tel que: l'accès, la qualité et la gestion. En effet, le système électoral sénégalais a connu des mutations profondes et positives qui ont générées une véritable transparence électorale. Il s'agit de la création en 1997 de l'Observatoire National des Elections (ONEL) et de la création d'une Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) en 2003. En ce qui concerne l'organisation de la profession des journalistes, l'Etat sénégalais a promulgué une série de lois sur la liberté de la presse, ainsi le pluralisme de la presse a beaucoup contribué à l'évolution de la gouvernance politique. Les pays Africains comme le Sénégal bénéficient de beaucoup d'actions soutenues par les Partenaires au Développement dans le cadre de la Coopération bilatérale comme multilatérale. Dans le passé, il a bénéficié d'importants projets visant la sauvegarde de l'environnement et la réduction de la pauvreté surtout en milieu rural. Actuellement, les nouveaux programmes s'exécutent suivant la modalité de l'appui budgétaire.

c- Cas du Rwanda

Depuis la proclamation de l'indépendance le 1er juillet 1962 jusqu'à la fin du XXe siècle le Rwanda a connu tant de tragédie (instabilité politique, guerre civile, crise économique, guerre ethnique) qui l'a mis dans une situation désespérante. C'est le 6 avril 1994 qui marque le début du cauchemar rwandais puisque le président à l'époque Juvénal Habyarimana et son homologue burundais ainsi que quelque membre notable meurent dans un attentat visant l'avion présidentiel rwandais ce qui a été suivi par l'assassinat du premier ministre Agathe Uwilingiyimana le lendemain. Simultanément débute le génocide des Tutsi dans plusieurs provinces du pays. La guerre civile entre les 2 antagonistes a duré environ trois mois et a provoqué le chaos total; près de 800 000 personnes mortes soit 10% de la population, des magasins pillés; des maisons brûlées ; etc.

Cette situation met le pays dans une extrême pauvreté dominé par l'insécurité, l'insuffisance alimentaire, la fuite des investisseurs.

Du début du XXIè siècle à nos jours .

L'élection de Paul Kagame à la présidence marque le tournant décisif de l'histoire du Rwanda puisque celui-ci est l'acteur principal du décollage du Rwanda grâce à la mise en place d'un régime travailleur prônant un leadership à fond patriotique qui consiste à mettre en avant la bonne gouvernance comme la tolérance zéro en corruption. Sur le plan du développement, des succès remarquables ont été enregistrés au cours de la décennie 2000-2010; une forte croissance, une réduction rapide de la pauvreté et depuis 2005, une réduction des inégalités. Entre 2001 et 2012, le taux de croissance du PIB réel a atteint 8,1 % en moyenne par an. Le taux de pauvreté a baissé de 59 % en 2001 à 45 % en 2011, une inflation contrôlée à 9,21% en moyenne et des investissements directs étrangers (IDE) qui ont explosé jusqu'en 2009 (multipliés par 40) selon le PNUD.

Presque tous les secteurs se sont améliorés

Secteur sanitaire :

C'est dans le domaine de la santé que les performances du pays en ont fait un exemple pour les États en voie de développement. Entre 2005 et 2010, le nombre d'enfants par femme est de 5,4. Les dépenses publiques pour la santé sont de 27,3 % du budget de l'État (en 2006).

Bien qu'étant un des pays les plus pauvres du monde, 92 % de la population rwandaise dispose d'une assurance maladie publique, soit plus que dans la plupart des pays développés

Le rapport de lutte contre la malaria signale que les cas, les admissions et les morts dus à la maladie ont reculé de plus de 50% dans l'ensemble du pays. Le Rwanda a fait des

progrès dans la réduction de la mortalité maternelle, avec 487 décès (pour 100 000 naissances) en 2010, contre 750 en 2005 et 1071 en 2000. Dans le même temps la mortalité des nouveau-nés est passée de 107 pour 1000 en 2000 à 86 en 2006 et 50 en 2011. Cette baisse s'explique en partie par la hausse du nombre de naissances sous personnel qualifié (de 39 à 69% entre 2005 et 2010) mais aussi par l'accroissement de la couverture sanitaire du pays. Le taux de mortalité en-dessous de l'âge de 5 ans est lui passé de 152 pour mille à 76 pour mille. Cette réduction s'explique notamment par le fait que la vaccination infantile contre le trio Tétanos-Diphthérie-Coqueluche soit quasi-universelle, à 97% en 2009 (contre 89% en 2004) et aussi par le fait que 74,2% de la population ait accès à l'eau potable en 2011, contre 64% en 2006 et 52% en 2000. L'ensemble de ces bons chiffres a permis au Rwanda d'améliorer de façon impressionnante l'espérance de vie moyenne de sa population : de 49 années en 2000, elle est passée à 52,2 années en 2005 et 54,6 années en 2009.

Secteur éducation :

Entre 2000 et 2007, le gouvernement dépense 19 % de son budget pour l'éducation. En 2011, le taux d'alphabétisation de la population de 15 ans et plus est de 70,4 %. Les femmes de 15 ans et plus sont alphabétisées à 64,7 % et les hommes à 76,3 %. La scolarité est obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans. Depuis 2000, les universités et les facultés universitaires se sont multipliées, principalement à Kigali; plusieurs appartiennent au secteur privé, en association avec des universités étrangères anglo-saxonnes. L'accès à l'éducation est passé de 7,5 à 96 %.. A tous les niveaux, les chiffres sont spectaculaires : le nombre d'écoliers est passé respectivement de 1 752 588 en 2004 à 2 394 674 en 2012 au primaire, de 203 551 en 2004 à 534 712 en 2012 pour le secondaire, et de 20 393 en 2004 à plus de 76 000 en 2013 pour le supérieur, et cela toutes institutions confondues.

Secteur économique

Afin d'attirer les investissements privés et les capitaux étrangers, le Rwanda a fortement simplifié ses procédures administratives de création d'entreprises. Ainsi entre 2008 et 2009, le nombre d'étapes nécessaires à la création d'une entreprise est passé de 8 à 2. Dans le même temps le délai de création des entreprises a été réduit à 3 jours contre 14 auparavant. Ces efforts ont été récompensés. Le Rwanda est en effet le 3e pays africain présentant le meilleur environnement des affaires. Le pays qui a gagné 2 places au dernier classement Doing Business est désormais 46e au niveau mondial en 2009. Pour la Banque Mondiale, « le Rwanda a une approche globale pour rendre la réglementation des affaires favorable aux entreprises ». Le Rwanda est un exemple en matière d'accès au crédit, classé par Doing Business dans le top 10 mondial. Il est relativement facile d'accéder aux informations et il est

également possible de faire appel à des entreprises privées pour un crédit. Ainsi les crédits au secteur privé ont augmenté de 11,1% en 2010 et de 28,4% en 2011. Les performances économiques du pays entraînent de fait une amélioration des conditions de vie de ses habitants. Les statistiques économiques confirment cette amélioration des conditions de vie des habitants puisque le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté national était de 60,4% en 2000, Il est passé à 56,9% en 2006 puis à 44,9% en 2011 ; la population vivant dans une extrême pauvreté est passée de 37% en 2006 à 24% en 2011 .Cela a été expliqué par le progrès dans le domaine de d'agriculture en particulier à l'amélioration de la productivité agricole et à la part croissante de la part des récoltes écoulées sur le marché intérieur et également la diversification des sources des revenus vers des activités non agricoles.

d- Cas du Ghana

Le Ghana est un pays qui se trouve dans la partie Ouest de l'Afrique. Le nombre de la population est environ 25 millions d'habitants et d'une superficie⁴ de 239 000 km². Le Ghana est devenu un modèle de développement pour l'Afrique de l'ouest. Le Ghana a commencé son processus de développement, des différentes stratégies ont été adoptées pour atteindre ses objectifs. Puis, le Ghana a atteint le 2^{ème} rang après le Nigéria dans l'ouest-Afrique.

Après son indépendance, le Ghana demeure fondamentalement dépendant du secteur primaire et continue de subir les aléas des marchés internationaux des matières premières. Le secteur des services (qui couvre essentiellement les services non échangeables) apporte la plus importante contribution au PIB. Le secteur des services est suivi de celui de l'agriculture et de celui de l'industrie. . Les matières de base sont encore les principales sources du PIB du Ghana et le secteur de fabrication n'occupe que 6,8% du PIB⁵. Le marché de travail est caractérisé par un déséquilibre entre la demande et l'offre, avec comme conséquences des niveaux élevés de chômage et de sous-emploi déguisés.

En 2009, le Ghana a connu un ralentissement de l'activité économique, puis la reprise est à partir de l'année 2010 avec une croissance de 7,7% du PIB réel. A la fin de l'année 2010, le Ghana est devenu membre des pays producteurs de pétrole.

⁴COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES, GHANA : Structures économiques et problèmes de développement, Juin 1972, p.1

⁵ Site de la Banque Mondiale

La forte croissance du Ghana a été fondée par la solidarité d'une certaine mesure. Des études récentes conduites par le Fonds monétaire international (FMI) donnent à penser qu'au cours de la période 1995-2010, le quartile le plus pauvre de la distribution de la consommation a enregistré une forte croissance au titre de la consommation annuelle par habitant. Toute fois, le chiffre de l'emploi a atténué cette tendance positive. Le ratio emploi/population en âge de travailler n'a guère augmenté. Le taux de chômage dans le pays est environ de 3%, une proportion de 8,5% de la population active travaillant dans le secteur formel. Sur ce chiffre, les jeunes ne représentent que 14 % dans le secteur informel, soit sous forme d'auto-emploi, soit en tant qu'employés domestiques, apprentis ou travailleurs familiaux non rémunérés. Toute fois, un niveau élevé de sous-emploi et de chômage inhérent dans le secteur informel peuvent masquer le taux de chômage officiel si les pouvoirs publics ne prennent pas compte le nombre élevé des personnes sans emploi qui peuvent être disponibles pour travailler sans nécessairement chercher un travail. Une croissance rapide, associé à des mesures visant à créer des emplois sera nécessaire pour combattre le fléau du chômage.

L'objectif est d'améliorer les résultats en matière de développement, tout en réduisant les disparités en termes de revenu et de développement humain. Dans la période 2007-2009, l'indice de pauvreté est environ⁶ de 30%. Les autres indicateurs sociaux sont comparables à la moyenne du continent bien qu'ils continuent de refléter des conditions sociales difficiles, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, et de l'eau et de l'assainissement.

Le gouvernement ghanéen a amélioré sa politique pour atteindre avec succès ses objectifs de développement. Ainsi, le pays étant concentré dans le développement rural, dans le développement des ressources humaines et les services de bases, sur la protection de l'environnement, sur la gestion de ressource naturelle, mais aussi sur la bonne gouvernance a fait des progrès impressionnants.

Aujourd'hui, le Ghana figure parmi les économies les plus prometteuses d'Afrique de l'Ouest et du continent, et a récemment affiché une croissance plus rapide que la moyenne de ces deux groupements.

⁶ PNUD 2010

Dans ce chapitre, nous avons vu que le développement est un processus de long terme, qui a des effets durables. Par contre, un développement endogène est un concept de développement du à la mobilisation des ressources existants localement. Certains pays du Tiers Monde ont élaboré des stratégies pour se développer. Ces stratégies consistent à insérer le développement endogène dans leur programme au développement. Durant les différents processus, l'insertion du développement endogène fut un succès. Par l'intermédiaire du développement endogène, certains pays ont trouvé leur route vers le développement comme le cas du Vietnam...

Ainsi, dans le prochain chapitre, nous allons faire une analyse comparative des stratégies de développement à Madagascar depuis le début du millénaire afin de connaître le niveau d'insertion du développement endogène dans ces stratégies.

Chapitre II : Les stratégies de développement à Madagascar depuis le début du millénaire

Depuis le début du millénaire, Madagascar a connu des difficultés dans sa quête de développement. Ces problèmes ont poussé le pays à changer de stratégie de développement à chaque fois. Trois stratégies de développement se sont succédées durant ces quinze dernières années à savoir : le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), suivi du Madagascar Action Plan (MAP) et actuellement le Plan National pour le Développement (PND). Pour cela nous allons effectuer une analyse comparative à propos de ces plans pour en tirer conclusion sur leur efficacité et pour dégager l'existence des composantes de développement endogène.

1- Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté(DSRP)

DSRP est un document stratégique adopté par le gouvernement pour assurer le développement du pays. Cette stratégie visait à contribuer à la lutte contre la pauvreté par l'intermédiaire des interventions dans le secteur des transports, l'appui aux réformes économiques, le renforcement des capacités et la lutte contre les maladies transmissibles. Les interventions envisagées dans le cadre de cette stratégie ont été mises en œuvre comme prévu. L'étude approfondie de cette stratégie a amené les conseils à être satisfaits des mesures prises par le Gouvernement pour relancer l'économie qui a été en déclin durant la crise politique de 2002. Les Conseils avaient incité le Gouvernement à poursuivre la mise en œuvre du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). La DSRP a été finalisée en juin 2003, notamment dans les domaines du renforcement des capacités institutionnelles, de la promotion de la bonne gouvernance financière et judiciaire, et de la priorisation des dépenses publiques en faveur des secteurs sociaux et des infrastructures de base.

Depuis 2003, le DSRP a été appliqué avec l'appui des partenaires au développement. Les actions entreprises sont portées dans plusieurs domaines dont notamment la gestion des finances publiques, la lutte contre la corruption, le développement des infrastructures et la promotion de la croissance en vue de lutter contre la pauvreté.

Encadré

La DSRP tourne autour de trois axes :

- Axe1 : « amélioration des performances économiques en y faisant participer les pauvres »
- Axe2 : « développement des services essentiels de base (éducation, santé, eau potable, etc.) et élargissement des filets de sécurité au bénéfice des couches les plus vulnérables de la population »
- Axe3 : « la mise en place d'un cadre institutionnel favorable à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, et le renforcement des capacités pour améliorer la gouvernance et les relations entre l'Administration et les administrés »

L'analyse de cette stratégie va se porter sur trois aspects :

a- Axe gouvernance :

Le DSRP cite un cadre de gouvernance inadéquat notamment dans les domaines de la sécurité foncière, de l'obligation de rendre compte dans la gestion des ressources allouées au secteur agricole et de la sécurité en milieu rural, parmi les autres causes explicatives de la faible croissance du secteur agricole. L'énumération de ces points faibles a pour but d'élaborer une stratégie pour atteindre une bonne gouvernance. Ainsi, la réalisation des objectifs dont le renforcement des capacités dans le domaine de la finance publique, dans les institutions locales de formation, mais aussi de restaurer un Etat de droit qui est loin de la corruption.

b- Aspects économiques :

Depuis la mise en œuvre du DSRP, la politique macroéconomique de Madagascar, au cours des cinq dernières années, a globalement tourné vers le maintien d'un environnement macroéconomique stable, qui favorise la croissance économique et contribue aux efforts de réduction de la pauvreté. La DSRP priorise une croissance économique de 8 à 10%, mais aussi de doubler la production agricole dans un délai de 5 ans. Sur le plan des relations extérieures, le DSRP focalise sur l'augmentation des exportations agricoles, mais aussi de prioriser le tourisme, le secteur minier et les agro-industries.

c- **Aspects sociaux :**

Sur le plan social, la mise en œuvre par des actions du DSRP qui ont pour objectifs d'assurer l'éducation pour tous et d'améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux, promouvoir la santé de la mère et de l'enfant, augmenter le taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, intensifier la lutte contre la malnutrition, renforcer la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, et à réduire l'exclusion sociale.

A partir de l'année 2007, Madagascar a élaboré un nouveau programme de développement pour corriger les faiblesses de la DSRP.

2- Madagascar Action Plan (MAP)

En 2006, un nouveau programme de développement a été mis en place. L'instauration de ce nouveau plan a pour but de garantir le saut qualitatif dans le processus de développement de Madagascar. Ce programme a été basé sur les OMD qui font maintenant partie de l'ODD et la vision « MADAGASCAR NATURELLEMENT ».

La présentation officielle du MAP par le président a été en 10 novembre 2006. Sa période de mise en œuvre a été programmée pour une durée de cinq ans allant de 2007 à 2011 et les objectifs chiffrés seront attendus pour l'année 2012. Le MAP fut également élaboré dans le but d'assurer que les activités régionaux et les objectifs nationaux soient cohérents. On se basant sur trois axes (gouvernance, économique, social), le MAP se représente comme suit :

a- Axe gouvernance

On se focalisant sur la gouvernance, le MAP avance 2 engagements dont la gouvernance responsable et la solidarité nationale. La gouvernance responsable possède sept défis à relever visant à regagner la confiance des citoyens et la communauté internationale sur l'efficacité et l'intégrité des fonctionnaires et surtout sur le gouvernement. Pour obtenir une Administration compétente et professionnelle, il est alors utile de les motiver par des primes. Il est aussi indispensable de baisser le taux de criminalité.

Pour la solidarité nationale, Ce dernier engagement constitué par cinq défis a pour objectif l'unification de la population en résolvant la rivalité entre ethnies. Il s'agit aussi de valoriser les cultures et traditions qui sont vraiment délaissées de jour à cause de la

mondialisation. Il se charge aussi de l'égalité de genre en augmentant la proportion de femmes dans les institutions locales, régionales et antinationale (base 100) de 100 en 2005 à 300 en 2012 ; et de l'amélioration de la protection sociale.

Encadré 1 :

Concernant la gouvernance le MAP vise à :

- Fournir un niveau de sécurité suffisant pour assurer la sûreté des personnes et des biens.
- Renforcer l'Etat de droit.
- Réduire la corruption.
- Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient.
- Renforcer les prestations de services publics.
- Décentraliser l'administration publique.
- Devenir une nation ouverte au progrès.
- Honorer la diversité culturelle, la compréhension et le respect mutuels
- Développer une confiance sociale et promouvoir la participation citoyenne
- Promouvoir l'identité, la solidarité et la fierté nationales ;
- Améliorer l'appui aux très pauvres et vulnérables ;
- Promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes.

Concernant la solidarité nationale, le MAP vise à :

- Honorer la diversité culturelle, la compréhension et le respect mutuels
- Développer une confiance sociale et promouvoir la participation citoyenne
- Promouvoir l'identité, la solidarité et la fierté nationales ;
- Améliorer l'appui aux très pauvres et vulnérables ;
- Promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes

b- Aspect économiques

Le MAP se réfère au sixième engagement qui relève dix défis afin d'obtenir un taux de croissance entre 7% et 10% en 2012. Son objectif est de soutenir la croissance. Pour cela, il faut une hausse de l'IDE (Investissement Direct Etranger), une hausse d'investissement privée qui bénéficierait d'un climat des affaires favorable et de procédures de plus en plus et

simplifiées, une réduction du taux de chômage, favoriser le secteur levier de la croissance, le développement d'un nouveau système financier et le développement du système minier et touristique.

Concernant le développement rural, l'Etat s'engage principalement à accroître la production agricole en pratiquant de nouvelles méthodes plus efficaces et plus productives. Il vise à apporter une sécurité foncière en haussant le pourcentage des exploitants ayant des titres ou certificats fonciers de 10% en 2005 à 75% en 2012. Il se charge aussi d'établir des réseaux de communications et améliorer les routes pour faciliter le transport des marchandises.

Dans le MAP, l'engagement environnemental a quatre défis pour permettre de valoriser les faunes et flores surtout les espèces rares et endémiques. Cela revient à dire de renforcer les capacités des gestionnaires environnementales pour améliorer la conservation des ressources naturelles dont le but est de faire Madagascar à nouveau une « île verte » en reboisant sur une surface de 540.000 ha.

Encadré 2 :

En parlant des aspects économiques le MAP ambitionne à une économie à forte croissance et la promotion du développement rural pour augmenter la production agricole, en effet le MAP vise à :

- Assurer un environnement macroéconomique stable.
- Accroître l'investissement direct étranger
- Promouvoir le plein emploi.
- Réformer le système bancaire et financier.
- Renforcer les entreprises locales, les pme et l'artisanat.
- Renforcer la compétitivité commerciale internationale.
- Développer intensivement le secteur minier.
- Promouvoir et développer intensivement le secteur tourisme.
- Exploiter intensivement les opportunités régionales.
- Développer des synergies économiques à travers la diplomatie.
- Sécuriser la propriété foncière
- Améliorer l'accès au financement rural
- Lancer une révolution verte durable
- Promouvoir les activités orientées vers le marché
- Diversifier les activités agricoles

- Accroître la valeur ajoutée agricole et
- Promouvoir l'agrobusiness.

c- Aspect sociaux

Pour la vie sociale, le MAP a défini deux engagements clés. Le troisième engagement qui consiste à améliorer le système éducatif suivant la norme pour avoir la qualité et l'efficacité de l'éducation. Mettre un changement vers une éducation fondamentale, le but est aussi d'augmenter le taux de scolarisation c'est-à-dire, améliorer l'accès à l'éducation primaire. Concernant les études supérieures, le basculement vers un nouveau système ferait l'objet d'un grand défi. Cela a pour but de faire appel à des partenaires publics et privés afin renforcer les capacités des universités de basculer vers le système LMD.

Le MAP a défini le cinquième engagement pour consacrer sur la santé de la population. Dans ce rubrique, il a huit défis qui priorise la résolution du problème de malnutrition et des maladies transmissibles. En effet, il faut approvisionner la population en eau potable c'est-à-dire avoir un taux de desserte en eau potable de 31% en 2005 à 65% en 2012. Cela se traduit aussi par une construction et amélioration des services de santé adéquates afin d'avoir une espérance de vie de 65 ans en 2012. Il est nécessaire de réduire la croissance démographique grâce à la mise en place d'une stratégie efficace de planning familial.

Encadré3 :

A propos de l'aspect social, le MAP vise à transformer l'éducation et la santé en :

- Assurant l'accès de tous les enfants aux opportunités de développement avant leur véritable scolarisation
- Créant un système d'éducation primaire performant
- Intensifiant le système d'éducation fondamentale de second cycle ou collège
- Améliorant le système d'enseignement secondaire ou lycée et développer la formation professionnelle
- Transformant l'enseignement supérieur
- Mettant fin à l'analphabétisme
- Développant les capacités et l'attitude mentale et psychologique des jeunes par les sports et la participation à la vie civique

- Assurant la fourniture de services de santé de qualité à tous élimination des principales maladies transmissibles
- Gagnant la lutte contre le VIH et SIDA
- Mettant en œuvre une stratégie efficace de planning familial
- Réduisant la mortalité infanto-juvénile
- Réduisant la mortalité maternelle et néonatale
- Améliorant la nutrition et la sécurité alimentaire
- Approvisionnant la population en eau potable et
- Généralisant les pratiques hygiéniques et sanitaires.

Durant la mise en œuvre du MAP, certains problèmes se sont survenus et qui ont poussé le pays dans une crise. La mise en œuvre du MAP a été interrompue. A partir de l'année 2015, un nouveau plan d'action a été mis en place pour atteindre un nouvel objectif de développement.

3- Le Plan National de Développement (PND)

La crise de 2009 a provoqué des retombés négatifs dans le développement de Madagascar. Cette crise a provoqué le déclin économique et social, le taux de pauvreté a augmenté et atteint un niveau très élevé. Pour y remédier, le gouvernement a mis en place un nouveau plan de développement basé sur les ODD. Ce plan consiste à restaurer l'ordre par le rappel à la réconciliation national ainsi que la prise des décisions rapides et efficace au niveau structurel. Le but de la PND est de bâtir un nouveau Madagascar, un Madagascar fort et ainsi légué à la génération futures, un pays apaisé, uni et prospère, qui aura réussi à devenir un leader mondial de la valorisation et de la préservation de son immense capital naturel en se basant sur une forte et inclusive au service de développement équitable et durable de tous les territoires.

Le PMO ou Plan de Mise en Œuvre ou «Paritra Malagasy zaryOhabolana » a été établi pour la réaliser le PND. Le PMO a été créé pour avoir un meilleur résultat du PND. Les stratégies de développement dans le PND tournent autour de cinq axes dont quatre sont des composantes endogènes de développement.

Encadré4 :

Le PND a été élaboré autour de cinq axes suivants afin d'atteindre les objectifs du pays et aussi de réaliser les ODD :

AXE1 :« La gouvernance, Etat de droit, sécurité, décentralisation, démocratie, solidarité national ».

- *Réhabilitation de l'administration et restauration de l'autorité de l'Etat*
- *Renforcement de la gouvernance*
- *Le développement local et l'aménagement du territoire*

Axe2 : « Préservation de la stabilité macroéconomique et appui au développement »

- *Augmenter l'espace budgétaire ;*
- *Réformer le système bancaire et financier ;*
- *Elargir le marché intérieur et développer les relations commerciales avec l'extérieur.*

AXE3 :« Croissance inclusive et ancrage territorial du développement »

- *Favoriser les secteurs qui ont une forte valeur ajoutée*
- *Renforcer l'infrastructure*
- *Privilégier les secteurs privés*

AXE4 :« Capital humain au processus de développement »

- *L'amélioration de l'accès de la population au niveau sanitaire*
- *Une formation universitaire suivant la norme LMD*
- *Promouvoir le sport et la culture*

AXE5 :« Valorisation du capital et renforcement de la résilience aux risques de catastrophes »

- *Maintenir le lien entre biodiversité et développement économique*
- *Protéger l'écosystème*

On peut donc classer et trois aspects les objectifs que le PND stipule.

a- Axe gouvernance

La gouvernance est au centre même de l'ensemble du dispositif de raffermissement de l'autorité de l'Etat et de la relance des Institutions ce, à travers la mise en place d'un code d'éthique et de déontologie, de la culture des performances et des résultats ainsi que l'application de la recevabilité sociale et de l'Etat de droit. Depuis le début du millénaire, le développement quasi-généralisé des actes de corruption qui sont dus à la fragilité de la structuration sociale, les institutions, notamment les systèmes judiciaire et sécuritaire..., cela ne permettant pas de ce fait aux politiques publiques de répondre aux attentes de la population.

L'amélioration de la gouvernance se doit être prioritaire et des efforts conséquents doivent être initiés et engagés à tous les niveaux et devront en premier lieu toucher les secteurs de la justice et des finances. Les actions doivent être intégrées, synergiques, adaptées aux conditions nationales/locales tout en s'inscrivant dans la durée. Le principe du volontariat au service du développement devra également se refléter à travers toutes les initiatives prises.

L'autre aspect que le PND entreprend est l'aspect économique.

b- Aspect économique

Dans cette approche, le PND définit comme outil et objectif la croissance inclusive qui est considérée à la fois comme un résultat et comme un processus. D'une part, elle permet à chacun de participer au processus de croissance, en intervenant dans la prise des décisions et en étant acteur de la croissance. D'autre part, la croissance inclusive procure des avantages qui sont équitablement partagés. Elle implique donc une participation et une mise en commun des avantages. Afin de réaliser cet objectif, il est nécessaire de favoriser le renforcement des secteurs porteurs à forte valeur ajoutée et intensifs en emplois décentes et pérennes, mais aussi de renforcer les infrastructures d'épaulement et structurantes afin de mobiliser tous les ressources qui existent dans le pays.

c- Aspects sociaux

Concernant le développement social, le PND insiste sur l'éducation et sanitaire en intégrant plus de budget au recrutement des enseignants et la construction de l'infrastructure adéquate pour que les gens puissent être qualifiés et cultivés afin de contribuer à la croissance économique. Cela a pour but de permettre à la majorité de la population active de mieux contribuer à la croissance économique et de mieux bénéficier des fruits de cette croissance, la quantité et la productivité de son travail devraient augmenter et s'améliorer.

Sur le plan du secteur informel, les emplois créés par ce secteur consistent par ailleurs en des activités de subsistance peu rémunératrices qui n'exigent pas de qualifications, et n'ont pas suffisamment de rendement pour améliorer les conditions de vie des ménages de ceux qui y exercent. D'où, les compétences actuelles, liées à la faiblesse du niveau d'instruction des travailleurs sont insuffisantes pour assurer la productivité adéquate du travail et l'inclusivité économique de long terme.

Bref, à propos de ces trois stratégies on a constaté une similarité des objectifs surtout sur l'éradication de la pauvreté extrême et l'amélioration de l'accès au service de base. Ces

plans sont tous ambitieux mais leur mise en œuvre (notamment les deux précédentes) a été un échec dû aux nombreuses obstacles (crises politiques, manque de financement,...), c'est pourquoi le pays n'y arrive pas à atteindre les objectifs prévu par ces plans, et pour le PND on a constaté quelques résultats mais ceux-ci ne sont pas encore suffisants pour réaliser notre décollage. Après analyse de ces trois plans d'action, on peut conclure que l'aspect endogène n'est pas écrit d'une manière explicite

Jusqu'ici on a vu le cadre théorique concernant le développement et les plans d'action à Madagascar depuis le début du XXI^e siècle. Tout cela nous a permis de bien définir le développement endogène et aussi de démontrer son succès dans les autres pays ainsi que de montrer les composantes de développement endogène dans nos plans d'actions. D'après ce qu'on a vu développement endogène ne veut pas dire fermeture absolue aux extérieures, mais inclut également une ouverture nécessaire aux extérieures pour l'intégration des connaissances et des pratiques. C'est pourquoi la deuxième partie nous apportera un éclaircissement à propos d'une articulation entre développement endogène et relations extérieures.

**Partie II :ARTICULATION
ENTRE DEVELOPPEMENT
ENDOGENE ET LES RELATIONS
EXTERIEURES**

Madagascar, un pays dont les principales activités économiques tournent autour de l'agriculture, la pêche, la production textile, et l'exploitation minière selon les valeurs ajoutées. Vers les années 70, les ressources mises à la disposition de Madagascar par le PNUD s'élèvent à 10 millions de dollars. Elles sont affectées à des projets proposés par le gouvernement Malgache en raison de leur priorité pour le développement économique et social du pays et de leur intégration dans les objectifs nationaux de développement. La relation de Madagascar avec l'extérieur ne se limite pas sur les commerces des produits primaires mais peut aussi se définir dans une relation de partenariat pour le développement.

Dans cette partie de l'étude, nous allons voir si cette relation vis-à-vis des étrangers va de paire avec le développement endogène afin de connaître sa possibilité de réalisation dans notre pays. Nous allons faire aussi une analyse économétrique de la mesure de développement qui est l'IDH afin de pouvoir vérifier si l'aide extérieure et les autres aspects endogènes se complètent ou peut se substituer pour atteindre le développement.

Chapitre I : Implication des partenaires publics internationaux et des partenaires privés étrangers

Depuis le temps des royaumes, Madagascar s'est déjà ouvert dans les échanges avec les étrangers. Après la décolonisation des pays du Tiers Monde, les organisations et les institutions internationales ont contribué dans diverses actions pour aider les pays sous-développés. Des divers dons et emprunts ont été livrés pour les pays qui n'ont pas réussi leur processus de développement. Madagascar fait parti de ces bénéficiaires d'aide. Dans ce chapitre, nous allons voir les caractéristiques des aides octroyées mais aussi les autres aspects des échanges extérieurs.

1- L'Aide Publique au Développement

D'après l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), l'aide publique au développement (APD) est constituée par des dons et des prêts à conditions très favorables accordés par des organismes publics aux pays et aux territoires figurant sur la liste des bénéficiaires du « Comité d'Aide au Développement » (CAD) de l'OCDE.

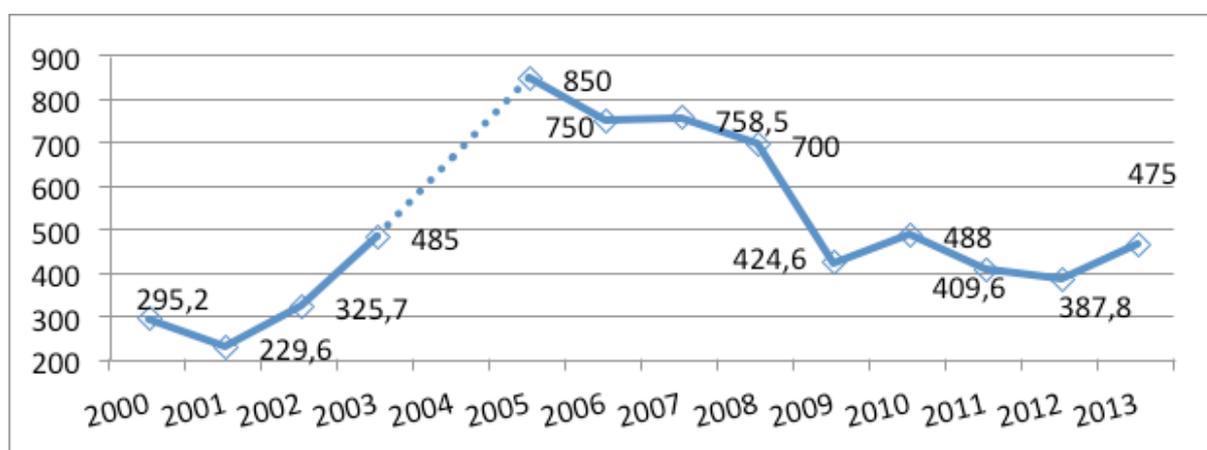
a- Evolution de l'aide

L'aide joue un rôle prépondérant dans l'économie car environ 70% du financement du programme de développement dépend des aides extérieures. Il est à noter que depuis 2009, Madagascar a reçu plus de 2.770 millions USD⁷ de flux d'APD, dont 65,85% proviennent des partenaires multilatéraux. En ce qui concerne le décaissement en 2014, l'APD a connu une tendance à la hausse de 23,77% par rapport à l'année précédente et a atteint plus de 588 millions USD, soit 24,51 USD par habitant. C'est un niveau faible par rapport à celui de la Tanzanie - dont le niveau est de 70 USD par habitants -, mais c'est le décaissement le plus élevé enregistré depuis la crise de 2009, sans pour autant atteindre le niveau de 2008. De plus, après analyse de l'évolution de l'aide globale, le décroissement de la contribution des partenaires bilatéraux perdure, alors que depuis fin 2012, les agences multilatérales restent les premiers donateurs à avoir augmenté leur aide.

⁷ Les montants des aides sont des données de la primature

Par ailleurs, il est important de mentionner que d'après l'analyse PEFA 2014 (Auto-évaluation de la Gestion des Finances Publiques de Madagascar), aucune aide budgétaire n'a été enregistrée jusqu'en 2013, suite au désengagement des bailleurs. Toutefois, en 2014, il y a un retour progressif des bailleurs traditionnels dans l'allocation d'appui budgétaire, tels que l'Union Européenne qui a accordé 65 millions Euros, la Banque Mondiale avec 45 millions USD, l'Agence Française de Développement avec 20 millions Euros et la Banque Africaine de Développement avec 35 millions USD.

Graphique 1 : Évolution de l'APD reçue par les PTF depuis 2000 (millions USD)



Source : Primature et Ministère de l'économie et de la planification (2015), «Rapport de Coopération au Développement », p.16

La signature de la feuille de route en septembre 2011, pour la mise en place du gouvernement d'union nationale, a entraîné le retour progressif des partenaires habituels, notamment multilatéraux. Cependant, l'année 2012 représente la période pendant laquelle l'APD reçue a atteint son seuil le plus bas depuis la crise. Toutefois, à partir de 2013, une tendance à la hausse est enregistrée suite au retour en force de la Banque Mondiale, à travers le projet multisectoriel : Projet d'Urgence pour la Prévention des Infrastructures (PUPIRV), regroupant les Bassins Versants et Périmètres Irrigués (BVPI), la Cellule de Prévention et Gestion des Urgences (CPGU), le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID) et l'Autorité Routière de Madagascar (ARM). Comme cela a été décrit dans les précédents

rappports, depuis 2009, l'aide est orientée vers le secteur social, notamment la santé, bien qu'une baisse de -19,5% entre 2013 et 2014 ait été enregistrée. Il en est de même pour le secteur administratif qui a enregistré un décaissement de 129,7 millions USD en 2014, spécialement pour la gouvernance, contre 44,9 millions USD en 2013.

L'allure de la courbe de variation de l'APD représente des fluctuations entre 2009 et 2014. La situation de 2009 correspond à une retombée remarquable du décaissement de l'aide de -39,6%. Il en est de même pour la situation de la croissance économique avec une diminution de -4% sur la même année.

Une légère augmentation de l'aide a pourtant été enregistrée en 2010, dans l'objectif d'appuyer essentiellement le secteur social à caractère humanitaire. La croissance du PIB s'est améliorée de 0,3% par rapport à 2009, soit d'un gain de 4,3 points. Bien que la tendance de l'aide ait été en baisse de -16,6% entre 2010 et 2011, le taux de croissance de 2011 a gagné 1,3 point par rapport à 2010. Le niveau des décaissements s'est encore détérioré de 2011 à 2012 de -5,1%. Néanmoins, grâce au soutien des agences multilatérales, le secteur social a été couvert. Quant à la croissance économique, son niveau est de 3% en 2012 avec cependant un fléchissement par rapport à 2011.

Les années 2012 et 2013 ont été marquées par la préparation et la réalisation des élections : les deux tours de l'élection présidentielle et l'élection législative ont marqué le retour du pays dans l'ordre constitutionnel, et la stabilisation de l'environnement politique et socio-économique. C'est principalement dans cette optique que les partenaires, tels l'Union Européenne, la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) et la Commission de l'Océan Indien (COI), ont appuyé davantage le Programme d'Appui au Cycle Electoral à Madagascar (PACEM). Ainsi, la courbe, représentant la variation de l'APD entre 2012 et 2013, monte en flèche de 22,8% ; malgré une baisse de la croissance économique. L'année 2014 a été marquée par un léger accroissement du PIB (3,3%) et un niveau de l'APD stable par rapport aux décaissements de 2013.

Répartition par secteur de l'APD

Tableau 2 : Structure et évolution sectorielle de l'aide des PTF

Secteur prioritaire	Décaissements Effectifs (en milliers USD)				
	2012	Part (%)	2013	Part (%)	Variation (%)
1- Santé (106)	142 354	36,8	183 715	38,7	29,1
2- Infrastructures (68)	54 990	14,2	86 000	18,1	56,4
3- Education (75)	33 825	8,7	48 972	10,3	44,8
4- Gouvernance (95)	26 491	6,8	44 648	9,4	68,5
5- Développement rural (110)	43 744	11,3	39 044	8,2	-10,7
6- Environnement (71)	33 413	8,6	26 837	5,6	-19,7
7- Économie (73)	25 006	6,5	24 232	5,1	-3,1
8- Solidarité (85)	21 154	5,5	15 344	3,2	-27,5
Non aligné (50)	5 786	1,5	6 504	1,4	12,4
TOTAL (692)	386 764	100	475 295	100	22,9

Source : Primature et Ministère de l'économie et de la planification (2015), «Rapport de Coopération au Développement »

Compte tenu du contexte particulier en 2013, la situation des secteurs prioritaires se présente comme suit :

- le secteur Santé bénéficie de 183,7 millions USD sur un total de 475 millions USD, soit 38,7% du total de l'APD. Par rapport à 2012, la part allouée au secteur Santé a augmenté de 1,8 point.
- le secteur Infrastructures bénéficie de 18,1% du total de l'aide avec 86 millions USD, soit une augmentation de 3,9 points entre 2012 et 2013.
- le secteur Education obtient 48,9 millions USD (10,3% du total), soit une augmentation de 1,6 point par rapport à 2012.
- le secteur Gouvernance a reçu 44,6 millions USD ; connaissant ainsi une progression de 2,5 points par rapport à 2012. Cet accroissement s'explique par le soutien apporté par les partenaires dans le cadre du processus électoral²³ à travers la mise en oeuvre du PACEM⁷. Bien que le secteur Gouvernance n'ait reçu que 9,4% des aides, il est tout de même privilégié en 2013, par rapport aux secteurs autres que la Santé, les Infrastructures et l'Éducation.

b- Critiques

L'aide publique au développement (APD) est souvent perçue comme peu efficace et peut avoir des effets néfastes et agir comme un frein au développement des pays destinataires.

Les priorités des donateurs sont rarement en phase avec celles des pays bénéficiaires. On peut souvent constater de grands décalages entre les perspectives des pays donateurs et ceux des pays bénéficiaires, une forte dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure, toujours accompagné de lourdes conditionnalités, qui se traduit par une perte d'autonomie pour les Etats récepteurs, limités dans leur capacité souveraine à définir des politiques publiques propres et à les maîtriser. Loin d'être toujours acheminée vers les populations censées en être les premières bénéficiaires et peu transparente, l'aide extérieure est accusée d'alimenter les phénomènes de corruption, de créer des situations de rente, de consolider des positions acquises et de pérenniser les acteurs du champ de la coopération.

Concernant les plans nationaux de développement et autres cadres stratégiques sur lesquels les donateurs devraient aligner leurs politiques d'aide : leur élaboration et donc le choix des priorités de développement est en principe laissés à l'initiative des pays récepteurs de l'aide, leur mise en œuvre reste soumise à l'approbation des institutions financières internationales, en particulier en ce qui concerne le volet budgétaire et les questions d'ordre macroéconomique. Garants de l'orthodoxie libérale, FMI et Banque mondiale se réservent donc encore le droit de refuser un programme de développement national s'il ne correspond pas à leurs attentes.

De la même manière, l'octroi des « Facilités pour la réduction de la pauvreté et la croissance » (initiative largement soutenue par l'UE) qui permet aux pays de bénéficier d'un allègement de leur dette ou de crédits complémentaires à des conditions avantageuses, reste lié à des critères de performance économique et à certaines avancées accomplies en matière de libéralisation et de réforme de marché.

Donc s'il y a appropriation, il faut bien voir qu'il s'agit là d'une forme d'appropriation étroitement balisée, en contradiction avec le discours officiel sur la « prise en charge locale ». Or, l'UE continue à lier ses aides au respect des engagements pris par les Etats récepteurs vis-à-vis des Institutions Financières Internationales (IFI). C'est pour cela qu'on ne s'étonne pas qu'une majorité de gouvernements nationaux choisissent de s'adapter aux exigences requises

afin d'obtenir l'aide plutôt que de proposer des stratégies de développement autonomes plus en phase avec les attentes, les besoins et réalités de leurs sociétés. Ou encore que les Etats bénéficiaires se montrent bien plus soucieux de rendre des comptes aux donateurs et institutions financières plutôt qu'aux populations locales.

Concernant la participation des acteurs de la société civile, le problème qui est posé concerne tout autant le processus d'appropriation au sens large que le processus de démocratisation des structures de pouvoir au niveau national. Dans l'un comme dans l'autre, il faut bien admettre qu'on est loin du compte. Malgré les promesses et engagements de l'UE d'accroître le rôle de la société civile, de renforcer ses capacités, d'améliorer la transparence et de mieux ancrer dans la réalité le principe de « responsabilité mutuelle », le chemin à parcourir semble encore long.

Dans le rapport « Nous décidons, vous vous l'appropriiez », on a pu remarquer qu'entre les négociations du 9e (2001-2006) et du 10e Fed (2007-2013), les progrès réalisés en termes de participation de la société civile et d'appropriation réelle du processus par les acteurs locaux ont été insuffisants, voire nuls. De même, les avancées accomplies pour accroître la transparence du processus de décision et rendre les autorités comptables vis-à-vis des populations paraissent dérisoires, ce qui n'a pas été sans effet sur le manque d'implication et de motivation des acteurs locaux (2007).

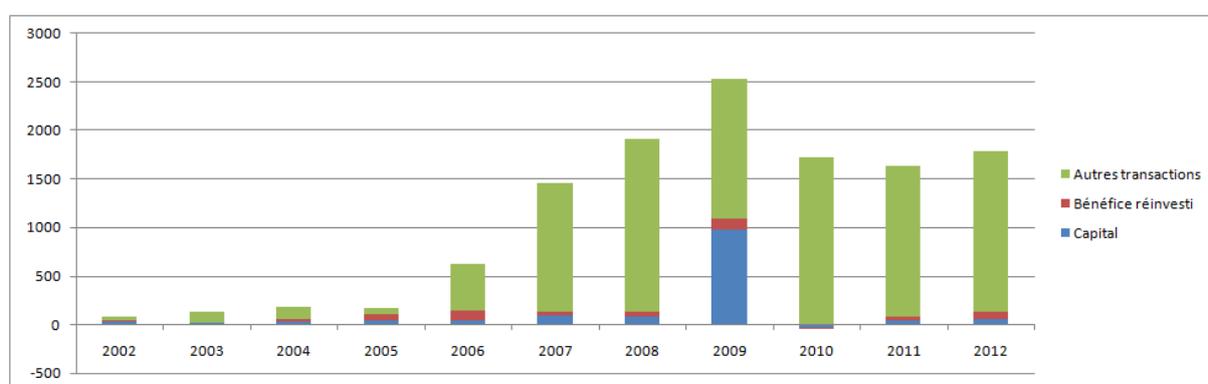
2- Echange de connaissance et d'expérience

La relation extérieure est nécessaire pour le développement de Madagascar. Cette relation ne se limite pas seulement au commerce international mais aussi dans le cadre de technique et de savoir faire pour mieux se développer. Quelques pays de l'Afrique ont su profiter de la théorie du développement endogène pour se développer à grand pas. Les échanges avec ces pays peuvent être bénéfiques pour Madagascar. Comme le cas de Ghana par exemple, le Ghana a su profiter des étrangers pour augmenter ses taux d'investissements. Entre l'an 2001 et 2006, le taux d'investissement du Ghana n'a cessé d'augmenter. Cela est dû à la confiance des étrangers au niveau de la sécurité.

a- Les investissements directs étrangers

A partir de l'année 2003, la quantité d'IDE que Madagascar reçoit a augmenté considérablement. Elle a atteint 2 532,51 Milliards d'Ariary⁸ en 2009. Mais à cause de la crise politique de 2009, cette quantité a commencé de diminuer petit à petit et atteint la somme de 1 689,07 milliards d'Ariary en 2010, puis de 1 639,9 milliards d'Ariary en 2011. Cette diminution tendancielle de l'IDE montre que les étrangers n'ont pas confiance à la sécurité. Malgré cette crise, certains investisseurs étrangers ont quand même augmenté leur participation afin de réaliser leur programme d'investissement dans le pays. Cette hausse est de 1 783,4 milliards d'Ariary en 2012.

Graphique 2 : Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2012



Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

A partir de l'année 2013, la situation a commencé à s'améliorer. Mais cela n'a pas pu stabiliser l'IDE, c'est-à-dire, le montant de l'IDE a diminuer entre 2013 et 2014, puis augmenter un petit peu en 2015.

Tableau 3 : IDE entre 2013 et 2015

Investissement Direct Etranger	2013	2014	2015
Flux d'IDE entrants (millions USD)	567	351	517
Stocks d'IDE (millions USD)	6.377,8	6.277,2	6.794,7

⁸ Les montants des Ide sont des données de la Banque centrale de Madagascar

Nombre d'investissements greenfield*** ⁹	5,0	6,0	0,0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	33,7	21,1	31,2
Stock d'IDE (en % du PIB)	60,2	58,8	69,8

Source : CNUCED - 2016

Pour Madagascar, afin d'attirer les investisseurs étrangers, il est donc nécessaire de connaître les faiblesses aux niveaux de la sécurité ainsi de pouvoir y remédier.

La relation extérieure peut aussi affecter le capital humain comme le fait la Banque Mondiale, mais aussi le capital physique et le capital financier. La Banque Mondiale encourage tous les acteurs de la vie économique à se mobiliser et de participer au développement du pays. La Banque Mondiale souligne que c'est le peuple qui est la première source de développement.

b- Le capital physique

➤ Dans le domaine de l'agriculture, la coopération avec les ONG est un atout majeur pour le développement des secteurs clés de l'économie du pays. Comme dans le secteur agricole, l'enjeu est d'utiliser des engrais produits localement afin d'augmenter la production. Il y a aussi le développement des services d'appuis aux agriculteurs encadré par l'AFD. Ces services ont pour rôle de former les agriculteurs pour qu'ils soient capables d'utiliser les outils agricoles modernes. Dans le cadre de l'élevage, le Conseil Général de Mayotte a proposé un projet dont le nom est « BOVIMA », ce projet consiste à mettre en place un système efficace pour sécuriser la circulation des viandes ainsi d'éviter les trafics illicites.

➤ Dans le domaine de l'appui aux entreprises rurales (PROSPERER), les entrepreneurs ont été bien formés sur les bases de l'entrepreneuriat pour le développement des produits et à la commercialisation. La conduite d'études de filières a permis de mieux identifier les opportunités et les facteurs de blocage dans l'accès au marché. L'établissement d'un partenariat avec le réseau des chambres de commerce et d'industrie a été bénéfique et pourrait permettre dans le long terme

⁹Note : *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

l'institutionnalisation de certains services fournis aux entreprises rurales. La faible maîtrise des filières agricoles et l'insuffisance des financements ont été un obstacle pour l'adaptation au commerce à travers les « centres d'accès aux marchés », alors que d'autres modalités auraient pu être explorées (ex. une forme d'agriculture contractuelle). Ce projet PROSPERER collabore avec le Ministère de l'agriculture pour élaborer une stratégie nationale pour le développement du secteur agricole mais aussi avec le Ministère de l'économie pour élaborer une politique au soutien des entreprises.

➤ Dans le domaine de l'industrie, Madagascar est classé dans la catégorie des PMA. On constate que les industries sont handicapées par des obstacles tels que le manque de technologie, les outils de productions sont obsolètes, la difficulté d'accès aux financements et technologies ainsi que d'autres problèmes liés à la normalisation des produits et la non maîtrise des procédures et règles sur les marchés. Pour y remédier à ces problèmes, l'Etat avec l'Organisations des nations Unis pour le Développement industriel (ONUDI) et le syndicat des industries de Madagascar (SIM) se collaborent pour élaborer une stratégie. Le fruit de cette collaboration est la « lettre de politique industrielle ».

Il y a aussi le benchmarking international élaboré par l'EBDM. Le Benchmarking international consiste à identifier les meilleures pratiques mondiales applicables au cas de Madagascar. La Corée du Sud, l'Indonésie, le Bangladesh et le Costa Rica ont été sélectionnés car dans les années 60 et 70 ces pays ont été au même niveau de développement que Madagascar. L'analyse détaillée des Politiques Industrielles de ces 4 pays et de leurs itinéraires a permis de tirer des leçons applicables pour Madagascar.

➤ **La Corée du Sud :**

- placement d'un État fort et un développement s'appuyant sur une administration bureaucratique et méritocratique. Cette stratégie a été élaborée pour piloter la gouvernance du développement économique en général, et du développement industriel en particulier.
- Adoption d'une Politique volontariste hautement sélective.

- procédé à un développement par étapes avec un modèle ISI vers un modèle IE ainsi qu'une remontée, étape par étape, de filières technologiques: sidérurgie → construction navale → automobile → électronique ;

➤ **L'Indonésie** a suivi la trajectoire de la Corée du sud et a réussi à devenir un modèle de développement technologique à travers le transfert de technologie. Il y a aussi l'amélioration de la qualité de la main d'œuvre et de sa Politique publique en Sciences & Technologie au service du développement industriel.

➤ **Le Bangladesh :**

- Instauration d'un Etat fort utilisant des structures institutionnelles fortes et ciblées (Ministère des Industries différent du Ministère des Textiles, Board of Investment Bangladesh, Export Promotion Bureau, Bangladesh Export Processing Zones Authority).

- Etablissement de fortes institutions (Bangladesh GarmentManufacturers and Exporters Association avec 4000 membres, Bangladesh KnitwearManufacturers and Exporters Association) ayant un grand pouvoir de lobbying et travaillant en étroite collaboration avec le Gouvernement. C'est ainsi que le pays est devenu un modèle réussi pour le développement continu et soutenu de ses industries de confection/ textile.

➤ **Le Costa Rica :**

- le pilotage de changement d'une industrie à forte intensité de main d'œuvre à une industrie à forte intensité technologique a été un succès.

- la mise en place d'un modèle adéquat « Board of Investment », le gouvernement est le garant de la pérennité de la politique de développement industriel.

- développement des exportations à travers les incitations de Zone franche et des contrats d'exportation.

c- **Le capital humain :**

➤ Dans le domaine de la mine, un accord de partenariat avec le ministère et l'agence gouvernementale japonaise «JapanOil, Gaz and Metals National Corporation

(JOGMEC)» a été signé le mois d'Avril 2014. Ce partenariat est basé sur le partage d'expérience dans le domaine. Un séminaire a été organisé au Carlton Anosy dont le sujet est la contribution du secteur minier au développement durable. Les participants sont les opérateurs économiques et des représentants de compagnies minières et pétrolières japonaises et les représentants du ministère auprès de la Présidence chargé des Ressources stratégiques.

Cette rencontre a permis de faire des débats et des discussions concernant les besoins potentiels du secteur dont le but est d'étudier les possibilités de renforcement ou d'élargissement du partenariat entre Madagascar et le Japon en matière d'exploitation des mines. Cette rencontre a mis en évidence l'importance capitale dans le partage d'expériences et de pratiques dans le domaine de l'exploitation minière.

Le secteur n'occupe jusqu'ici 7,8% du PIB nationale, or Madagascar dispose d'énormes potentialités minières et se trouve parmi les pays leaders dans le domaine, de l'Afrique de l'Est. Cette part est due à la méthode artisanale que les exploitants miniers utilisent jusqu'à maintenant. Le partage qu'a fait le représentant du Japon a tourné autour de la gestion des ressources minières à des fins de développement durable.

➤ Dans le domaine de l'éducation, la JICA a organisé un voyage d'étude au Niger dans cadre de la promotion du Projet d'Etablissement Contractualisé (PEC) à Madagascar. Ce voyage a pour but de faire un échange d'expériences sur la gestion décentralisée des écoles entre Madagascar, Niger et Ghana. L'étude a été faite au Niger à partir du 31 Aout par un atelier de partage.

Les participants ont fait des brèves présentations concernant la situation de gestion des écoles. Le Niger a ensuite partagé les dix années d'expériences sur la décentralisation des écoles. Ce partage a été fait par la présentation des stratégies le fonctionnement des Comités de Gestion Décentralisée des Etablissements Scolaires (CGDES). Il a fait la présentation par une démonstration en utilisant une mise en scène articulée de simulations. Ces échanges ont été marqués par la sensibilisation de l'éducation, le rôle important des parents dans la mise en marche des établissements scolaires.

Chapitre II : Possibilité des composantes de développement endogène à Madagascar

La performance économique de Madagascar s'avère décevante depuis au moins trois décennies. En effet, pour accroître le niveau de vie de la population de manière durable, il est impératif que les acteurs comprennent les réalités locales et les besoins ressentis par les populations, d'où la nécessité d'un développement endogène. Madagascar n'a pas pu atteindre les objectifs de l'OMD à cause des fautes de moyens et des manques de financements. Notre pays va relever le défi à la réalisation des ODD en parallèle à la mise en œuvre du plan national de développement.

1- La relance économique

On peut constater que la croissance économique ne suffit pas à promouvoir le développement parce qu'elle est souvent accompagnée par une instabilité politique (graphique 2 et 3). Ce phénomène s'explique par le fait que les fruits de la croissance sont mal redistribués au sein de la population malgache, du fait d'un système politique fragile et corrompu, ce qui provoque l'insatisfaction populaire. L'amélioration de la gouvernance se doit d'être la priorité des décideurs politiques malgaches tout en formulant un cadre institutionnel qui réduit le pouvoir présidentiel, et qui instaure des contre-pouvoirs indépendants et qui sanctionne les mauvaises pratiques. C'est-à-dire qu'il faut créer un cadre institutionnel qui oriente les actions vers la bonne gouvernance grâce à un système d'incitations et de sanctions opérationnel. En effet, Madagascar possède quelques points forts qui pourraient être exploités par les autorités Malgaches et les parties prenantes à Madagascar. Notamment, le développement durable de Madagascar sera lié à la capacité de valoriser le capital naturel. Il s'agira donc d'exploiter au mieux ces ressources à travers une stratégie de long terme et des politiques publiques qui doivent refléter une réelle compréhension de la valeur du capital naturel et des mesures pour la capture, l'investissement et la répartition du capital naturel.

Le premier point fort est la diversité environnementale que le pays bénéficie et qui représente environ 10 % de la biodiversité mondiale. Cet actif représente un atout pour le développement d'activités connexes à haute valeur ajoutée comme le tourisme ; il permet aussi au pays de solliciter et d'intéresser de nombreux partenaires gouvernementaux et non-

gouvernementaux car la préservation et la richesse de l'environnement constituent des « biens globaux ». Les kilomètres de côtes et les parcs naturels sont des lieux d'attraction touristique indéniable dans lesquels l'Etat doit investir massivement en terme d'infrastructures d'accueil, de services proposés (en stimulant également les investissements et partenariats avec le privé) mais aussi en termes d'accès en améliorant l'état des routes et des réseaux de transport.

Le deuxième point fort concerne les gisements miniers qui invitent à ne pas négliger l'atout des ressources minérales. L'activité minière est devenue un secteur clé de l'économie malgache. Ainsi sa contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) est de plus en plus importante. Madagascar se définit comme un pays minier avec une industrie des pierres précieuses très active (1 saphir sur 7 dans le monde provient de Madagascar, et 1 rubis sur 10)¹⁰. Pour relancer l'activité minière, on doit favoriser l'implantation d'une exploitation minière, parce qu'elle favorise la création d'emplois directs et la création d'activités périphériques nécessaires au projet minier. Cette dernière assurera le développement d'un tissu économique autour de l'activité minière, à travers la création d'emplois indirects et induits. Pour ce faire, il s'agit d'impliquer davantage de la population locale dans l'implantation des grandes exploitations minières, car elle joue un rôle important dans la réalisation du projet. Par ailleurs, l'engagement de la communauté locale constitue une garantie et une licence sociale d'opérer dans une optique d'équité et de développement durable.

Le capital forêt est quant à lui plus important que le bois. Il convient de les utiliser à des usages comme l'extraction de produits de la forêt par la chasse et par la cueillette, mais aussi comme l'exploitation d'essences aromatiques, l'accueil d'activités de loisir, la protection de la ressource en eau et la limitation de l'érosion des sols. La contribution du capital forêt liée à d'autres usages que la production de bois s'élève à 13 % environ du capital naturel hors mines.

Le troisième point fort de l'économie malgache réside dans son agriculture et son potentiel agricole. Madagascar a longtemps passé pour le grenier de l'Afrique mais ses nombreuses terres fertiles demeurent sous-exploitées ou inexploitées. On devrait donc augmenter la productivité au niveau des exploitations agricoles grâce à des améliorations en termes de compétences, de matériel et d'intrants. En effet Madagascar devrait stimuler la production de ses denrées alimentaires avec en priorité le riz, via la mise en place du Système

¹⁰ Didier PATOU, « Pierres précieuses : 1 saphir sur 7 dans le monde est de Madagascar », Lagazette de la grande ile, 22 aout 2013

de Riziculture Intensif et la mise à disposition de nouvelles terres cultivables, afin d'assurer la quasi autosuffisance alimentaire et ainsi être moins sensibles aux chocs extérieurs. En parallèle, il apparaît urgent d'améliorer la connectivité entre la ferme et les consommateurs (dans le pays et à l'étranger). Il faut aussi renforcer l'infrastructure de transport et de communication pour améliorer les réseaux d'information au niveau des communautés locales ; ou de tisser des contacts avec des acheteurs et des banques, qui sont les partenaires indispensables au développement du secteur et du commerce international.

Le quatrième et dernier point fort consiste à tirer avantage de la main d'œuvre locale. Celle-ci, disponible, compétitive au niveau des salaires, apporte un élément-clef pour l'essor des activités industrielles et de services, notamment les technologies simples qui ont servi de base à l'industrialisation réussie de plusieurs pays asiatiques.¹¹ L'exemple du textile (une activité fortement intense en travail) montre que Madagascar peut attirer de nouveaux investisseurs en provenance de tous horizons. Il s'agit donc de rendre attractif le climat général des affaires par une politique volontariste et ambitieuse. Une politique qui chercherait à faciliter l'accès aux crédits et à l'information pour les PME. En effet, il importe aussi d'accélérer la mise en place d'une véritable politique de l'emploi qui viserait à améliorer la productivité des travailleurs par des programmes de formation professionnelle adaptés aux caractéristiques des jeunes et aux besoins des entreprises. Bref, il est recommandé de favoriser une politique d'exportation, de manière à compenser le pouvoir d'achat limité de la population locale.¹² Dans ce sens, notre pays devrait tirer profit des marchés potentiels qui se trouvent à proximité, comme l'Afrique du Sud et l'Asie. Toutefois, la marge de progression pour la promotion des échanges reste grande pour Madagascar car ses échanges avec l'Afrique du sud et l'Inde ne dépassent pas 5,3 % de son commerce international. Autrement dit, si Madagascar se montrait capable de capter 1 % de chacun de ces deux marchés, ses exportations totales pourraient se multiplier respectivement par 2 et par 6. En parallèle à l'exploitation de ces points forts, il est indispensable que Madagascar cherche à corriger ses principales faiblesses, celles qui suffisent à détourner l'intérêt des investisseurs potentiels.

¹¹Pour un survol historique, voir Hausmann, Ricardo, Jason Hwang et Dani Rodrik, (2007) "What you export matters", *Journal of Economic Growth* 12, 1-25.

¹² Il existe une littérature économique extensive qui montre que l'expansion économique réussie en Asie et dans quelques pays africains a été fortement associée à une croissance rapide des exportations. Cette ouverture semble avoir provoqué une accélération de la baisse de la pauvreté, notamment à travers son impact dynamique sur la création d'emploi. Cf. Van Biesebroeck, J. (2005), 'Exporting Raises Productivity in Sub-Saharan African Manufacturing Firms', *Journal of International Economics*, 67 (2): 373-391 ou Wood, Adrian, et Jorge Mayer (2001), "Africa's export structure in a comparative perspective", *Cambridge Journal of Economics* 25: 369-394.

La première faiblesse du pays consiste en son isolement et son manque de connectivité. Madagascar se trouve éloigné des centres commerciaux et financiers de la planète, alors pour mieux relancer son économie, elle devrait compenser son éloignement par une logistique de transport (aéroportuaire et portuaire) et de communication moderne et efficace.¹³ C'est-à-dire qu'il faut mettre l'accent sur les connections, tant routières que ferroviaires, maritimes et aériennes, mais aussi sur les réseaux de communication car la distance est de plus en plus réduite par des échanges virtuels. En outre, l'installation récente de câbles optiques permet de réduire les coûts et le temps, ainsi que d'améliorer la qualité des connexions avec l'extérieur et de promouvoir le secteur des Communications, y compris les « calls centers ».

La deuxième faiblesse tient au retard en matière de développement humain, visible tant dans l'Education que dans la Santé. Il s'agit de créer un système d'éducation performant conforme aux normes internationales c'est-à-dire d'intensifier le système d'éducation fondamentale de second cycle ou collège, d'améliorer le système d'enseignement secondaire ou lycée et développer la formation professionnelle et de transformer l'enseignement supérieur. Autrement dit, il faut développer les capacités et l'attitude mentale et psychologique des jeunes par les sports et la participation à la vie civique. Dans le domaine de la santé, il s'agit d'améliorer l'accès de la population aux soins de santé de qualité en luttant contre les épidémies et les maladies émergentes ainsi qu'à la malnutrition. La décentralisation de certains services doit être accélérée ainsi que la recherche de partenariats avec le secteur privé et les ONG, qui ne peut que conduire à une véritable politique de proximité et à une responsabilisation accrue des collectivités locales encore marginalisées à Madagascar.

La troisième faiblesse se trouve dans les déficits en matière d'énergie et de gestion de l'eau. On devrait maximiser l'accès à des sources d'énergie et à une bonne gestion des ressources aquatiques (y compris l'assainissement) pour aboutir à un développement économique et social harmonieux de notre pays. Enfin, Madagascar subit une exposition particulière aux risques naturels, notamment les cyclones qui reviennent périodiquement entre décembre et mars. On doit élaborer une stratégie pour faire face aux aléas naturels c'est-à-dire une stratégie qui adopte un caractère préventif mais aussi réparateur pour les groupes et les régions les plus vulnérables, comme les régions côtières qui sont exposées de manière

¹³ Les pays asiatiques se démarquent par le bon classement dans l'indice logistique de la Banque mondiale, ce qui n'est pas le cas du continent africain, exacerbant ses problèmes de connectivité.

récurrente à la survenance de cyclones, et les risques associés à la déforestation et au réchauffement climatique qui entraînent les inondations et les glissements de terrains.

En effet, il faut permettre l'attraction des activités informelles vers le secteur formel, c'est-à-dire qu'il faut développer un agenda de recherche et un plan d'actions pour étudier et implémenter les politiques d'assistance aux petites entreprises informelles visant à augmenter leur productivité, et parallèlement, il faut amener les grandes entreprises informelles à respecter leurs obligations fiscales et réglementaires. L'essor du secteur informel reflète le manque d'opportunité d'emplois dans le secteur moderne pour absorber la croissance de l'offre de travail résultant de la croissance démographique et de l'exode rural. Alors, il faut réduire les obstacles à l'investissement, notamment dans les secteurs d'activité qui sont intensifs en main-d'œuvre non qualifiée, tant dans l'agriculture que dans l'industrie. Les bailleurs de fonds, les Etats, les investisseurs privés et les entrepreneurs locaux devraient à cet égard travailler la main dans la main pour identifier les barrières qui entravent la compétitivité. Bref, on doit poursuivre le développement des programmes visant le renforcement des acteurs les plus vulnérables et la performance des plus petites entreprises du secteur informel par l'accès à la formation et aux services sociaux de base.

On a souvent l'habitude de penser et de considérer que le retard des pays Africains comme Madagascar est dû à des causes historiques, la colonisation, la détérioration des termes d'échanges, la mauvaise gouvernance ... Pourtant, des pays Asiatiques comme les tigres Asiatiques ont atteint des niveaux relatifs de développement avec les mêmes facteurs historiques que la plupart des pays Africains. On a pu en tirer de ces derniers que les changements mentaux et sociaux de la population seraient primordiales dans le processus de développement. Elle évolue en parallèle avec le progrès et les objectifs escomptés. Le sens de l'initiative (le leadership locale) ; le patriotisme qui se reflète de la manière que pour chaque citoyen l'amour de sa patrie passe avant tout (une mentalité qui commence à se faire rare chez nous les Africains) ; etc ... La mentalité constitue aussi à elle seule l'une des armes les plus efficaces contre la corruption. La corruption qui est un frein évident au développement car elle gangrène le système économique et social aussi bien pour le plan productif qu'administratif et encore sur beaucoup d'autre domaine. Des efforts doivent donc être entrepris concernant les changements mentaux et sociaux de la population. Le gouvernement devrait donc prendre l'initiative d'intégrer ces points et les considérer comme base dans l'éducation car aujourd'hui, il est évident que ces derniers constituent bel et bien une condition incontournable pour assurer la réussite vers le développement de Madagascar.

2- Madagascar et les Objectifs Durables de Développement (ODD)

En vue de l'achèvement de l'OMD en 2015, la communauté internationale a lancé un processus d'élaboration d'Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'occasion de la conférence des Nations Unies sur le développement durable de 2012 « la conférence RIO+20 » qui est applicable dans une durée de quinze ans à partir de 2015. L'ODD se différencie de l'OMD par ses nombreuses objectifs soit 17 contre 8 et qui met un accent sur la préoccupation majeure de la protection de la planète, l'éradication de la pauvreté, et le garanti de la prospérité pour tous .

Pour Madagascar qui n'a même pas atteint à un des objectifs de l'OMD (dû à des fautes de moyens et manques de financement causé par les crises) relève le défi à la réalisation des Objectifs du Développement Durable en parallèle à la mise en œuvre du Plan National de Développement. Le but est d'aligner le PND par rapport aux ODD a affirmé le Ministre de l'économie.

Les ODD ont les mêmes principes et esprit avec la Constitution de 2010 du pays, c'est d'atteindre un développement inclusif et durable. En effet, la société Malagasy cherche à trouver son originalité, son authenticité mais aussi conserver ses valeurs et principes fondamentaux traditionnels. Par ailleurs, la Constitution réaffirme que le facteur essentiel du développement durable et intégré est l'épanouissement de la personnalité et de l'identité de tout Malagasy.

Les dirigeants de Madagascar ont choisis de suivre une nouvelle orientation qui est le développement inclusif et durable. C'est ainsi que l'élaboration du PND qui couvre la période 2015 – 2019 est basé sur les objectifs des ODD. Le PND doit mettre en évidence la relation capital naturel-développement et recherche-développement pour atteindre la nouvelle vision « **une Nation moderne et prospère** ».

Les grandes orientations du Plan National de Développement sont présentées dans 5 (cinq) axes stratégiques fédérateurs et complémentaires reflétant ce choix stratégique de développement :

Axe stratégique PND 1 : « Gouvernance, Etat de Droit, Sécurité, Décentralisation, Démocratie, Solidarité nationale ».

Objectif 16 ODD: *Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes.*

Objectif 17 ODD: *Revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable et renforcer les moyens d'application de ce partenariat.*

Programmes	Objectifs	Sous objectifs
1.1. ADMINISTRATION PUBLIQUE ET TERRITORIALE EFFICIENTE ET EFFICACE	1.1.1. Réhabiliter l'Administration et Instaurer l'autorité de l'Etat	1.1.1.1. Promouvoir un environnement socioéconomique sain et la réconciliation nationale
		1.1.1.2. Rendre effective la fonction publique de proximité
		1.1.1.3. Développer les politiques publiques orientées vers l'efficacité, l'efficience et l'équité
		1.1.1.4. Développer la capacité organisationnelle et managériale et la culture de l'excellence
		1.1.1.5. Promouvoir et renforcer la culture de transparence et de la redevabilité
		1.1.1.7. Renforcer le système de contrôle et
		1.2. JUSTICE ET SECURITE APAISANTES ET RESPECTUEUSES DE LA DIGNITE ET DES DROITS HUMAINS
1.2.1.2. Réhabiliter le système sécuritaire du territoire et maritime		
1.2.1.3. Renforcer le système de lutte contre la corruption		
1.2.1.4. Renforcer la lutte contre le trafic et la maltraitance de tout genre		
1.2.1.5. Réaffirmer le respect de l'authenticité de l'expression de la volonté de la population à différents niveaux		
1.3. GOUVERNANCE LOCALE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT LOCAL	1.3.1. Renforcer la gouvernance et le développement local et les principes de l'aménagement du territoire	1.3.1.1. Autonomiser les actions et la décision de l'Administration de proximité
		1.3.1.2. Renforcer l'économie locale et les finances locales
		1.3.1.3. Améliorer la culture de dialogue entre les dirigeants locaux et leurs populations
		1.3.1.4. Donner une effectivité et une efficacité au Fonds de Développement Local
		1.3.1.5. Opérationnaliser l'aménagement optimal du territoire

Source : Ministère de l'économie et de la planification Madagascar, Plan Nationale de Développement 2015-2019, 02 Avril 2015, page 68-69

L'objectif 16 de l'ODD présente 4 buts principaux. Le premier but est la réhabilitation de l'administration et l'instauration sur l'autorité de l'Etat, le respect de l'Etat de droit et l'ordre public, le renforcement de la gouvernance, le développement local et les principes de l'aménagement du territoire. Le second insiste sur l'amélioration de la mobilisation des ressources internes, l'optimisation du financement du développement, le renforcement de la gestion des dépenses publiques, de la trésorerie et de la dette de l'Etat ainsi que la régulation et supervision des services financiers. Le troisième, se lie avec l'importance de la culture et du dialogue des cultures dans l'établissement de la paix et de la sécurité. Le dernier consiste à valoriser le capital naturel, renforcer la protection sociale surtout en matière de droits et équités sociales.

L'objectif 17 des ODD, consiste à renforcer les moyens de mise en œuvre du partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser. Cet objectif joue un rôle importante dans la mise en œuvre de sa stratégie de développement qui est le PND. Cet objectif affecte les cinq axes du PND car pour le financement des stratégies, le plan national met un accent sur la consolidation de la diplomatie active, l'optimisation du financement de développement, sur l'amélioration de la culture de dialogue entre les dirigeants locaux et leur population, l'amélioration de la mobilisation des ressources internes, le développement du secteur privé et autres. Cet objectif affecte aussi dans d'autre facteur comme la technologie, c'est-à-dire la promotion du transfert technologique et de l'innovation. Concernant le renforcement des capacités, c'est d'assurer la formation universitaire répondant aux normes pour le mettre au profit du développement. L'instauration des partenariats multipartis est là pour valoriser la culture en tant que levier du développement en tenant compte du patrimoine culturel au bénéfice des communautés. En effet, l'objectif 17 des ODD se réfère donc aux objectifs du pays qui est de renforcer la diplomatie active, d'améliorer la mobilisation des ressources internes.

Axe stratégique PND 2 : « Préservation de la stabilité macroéconomique et appui au développement ».

Objectif 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

Programmes	Objectifs	Sous objectifs
2.1.EFFICIENCE ECONOMIQUE ET FINANCES PUBLIQUES TRANSPARENTES ET EFFICACES	2.1.1.Assurer la stabilité macroéconomique et augmenter l'espace budgétaire	2.1.1.1.Maîtriser l'inflation
		2.1.1.2.Améliorer la mobilisation des ressources internes
		2.1.1.3.Optimiser le financement du développement
		2.1.1.4.Renforcer la gestion des dépenses publiques, de la trésorerie et de la dette de l'Etat
		2.1.1.5. Faciliter la transition de l'économie informelle
2.2.BANQUES ET FINANCES AU SERVICE DE LA CROISSANCE INCLUSIVE	2.2.1.Renforcer le système bancaire et financier	2.2.1.1.Réguler et superviser les services financiers
		2.2.1.2.Améliorer l'accès aux produits des services financiers
2.3.COMMERCE AU SERVICE DE LA COMPETITIVITE ET AU PROFIT DE LA POPULATION	2.3.1.Elargir le marché intérieur et développer les relations commerciales avec l'extérieur	2.3.1.1.Assainir le marché intérieur
		2.3.1.2.Promouvoir la compétitivité et l'intégration au marché mondial
		2.3.1.3.Protéger les consommateurs

Source : Ministère de l'économie et de la planification Madagascar, Plan Nationale de Développement 2015-2019, 02 Avril 2015, page 70

Cet objectif se concentre sur la préservation de la stabilité macroéconomique et l'appui au développement, la croissance inclusive et l'ancrage territorial de développement. L'axe 4 du PND est aussi concerné par cet objectif puisqu'une croissance économique soutenue, partagée et durable ne pourrait être atteinte que s'il y a un capital humain adéquat. Les industries culturelles et créatives, basées sur la promotion du patrimoine culturel, constituent également des secteurs à forte potentialité économique.

Axe stratégique PND 3 : « Croissance inclusive et ancrage territorial du développement ».

Objectif 1 : *Eliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.*

Objectif 2 : *Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable.*

Objectif 3 : *Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges.*

Objectif 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable.

Objectif 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

Objectif 9 : Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation.

Objectif 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

Programmes	Objectifs	Sous-objectifs
3.1.DEVELOPPEMENT DES SECTEURS STRATEGIQUES ET/OU DES FILIERES PORTEUSES	3.1.1. Identifier, exploiter et renforcer les secteurs porteurs et les filières à hautes valeurs ajoutées.	3.1.1.1.Gérer rationnellement le secteur Mines et hydrocarbures
		3.1.1.2.Etendre et moderniser l'agriculture intensive et tournée vers le marché international
		3.1.1.3.Promouvoir le tourisme et les activités touristiques
		3.1.1.4.Promouvoir l'aquaculture et la pêche durable et valoriser les produits halieutiques
		3.1.1.5.Réorganiser les autres filières de production
3.2.INFRASTRUCTURES STRUCTURANTES DENSIFIEES ET EN APPUI A LA CROISSANCE	3.2.1. Renforcer les structures d'épaulement et structurantes	3.2.1.1.Densifier les infrastructures de communication et de transport
		3.2.1.2. Réhabiliter et rentabiliser les sociétés d'Etat
		3.2.1.3.Satisfaire la demande intérieure et transition énergétique
		3.2.1.4.Améliorer l'accessibilité et la réduction de la fracture aux TICs
3.3.AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET SECURISATION FONCIERE	3.3.1. Optimiser l'organisation et la structuration territoriale de l'économie	3.3.1.1.Promouvoir et développer des Espaces de croissance
		3.3.1.2.Promouvoir des Espaces de solidarité
		3.3.1.3.Développer l'urbanisme
		3.3.1.4.Mettre le Foncier au service du développement

3.4.SECTEUR PRIVE, MOTEUR DE LA CROISSANCE	3.4.1. Développer le secteur privé et les secteurs relais	3.4.1.2.Développer le PPP
		3.4.1.3.Améliorer le cadre juridique, légal et fiscal
		3.4.1.4.Valoriser les opportunités et des potentialités
		3.4.1.5.Institutionnaliser le dialogue public-privé
		3.4.1.6.Elaborer une stratégie de relance de la filière coton à l'échelle de l'industrie textile
		3.4.1.7.Promouvoir le transfert technologique et innovation
		3.4.1.8.Promouvoir la culture entrepreneuriale
		3.4.1.9.Promouvoir l'accès au financement

Source : Ministère de l'économie et de la planification Madagascar, Plan Nationale de Développement 2015-2019, 02 Avril 2015, page 70-71

Le plan de lutte contre la pauvreté de Madagascar se lie avec l'objectif 1 des ODD par l'instauration d'une gestion rationnelle des ressources naturelles et d'une exploitation optimale des atouts physiques des territoires ainsi que par la compétitivité et productivité des secteurs porteurs locaux.

L'objectif 2 des ODD insiste sur l'amélioration de la productivité agricole, le système de production alimentaire, le financement de la lutte contre le changement climatique dans la promotion d'une économie résiliente, et les marchés pour les secteurs porteurs et les filières à haute valeur ajoutée afin d'assurer la lutte contre la famine, la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition et la promotion d'une agriculture durable dont l'objectif 2 des ODD fait référence.

Tout en tenant compte de l'objectif 3 des ODD, le PND insiste sur l'obtention d'un capital humain adéquat au processus de développement. Il faut alors améliorer l'accès de la population toute entière aux soins de qualité et à coût abordable. Les objectifs sont donc d'améliorer le cadre réglementaire et institutionnel du secteur santé pour pouvoir contrer les épidémies et les autres maladies émergentes ainsi de réduire le nombre d'enfants vulnérables de la malnutrition chronique et aigüe.

L'objectif 7 des ODD convient au développement de la nouvelle politique énergétique de Madagascar dont la vision repose notamment sur le principe fondamental de moindre coût. Cet objectif 7 coïncide avec la gestion rationnelle du secteur des mines et hydrocarbures, sur la satisfaction de la demande intérieure et la transition énergétique puis l'option axée sur les énergies renouvelables qui sont dictés par le plan de développement du pays. Dans l'axe 3 du

PND, l'exploitation et la gestion rationnelle du secteur énergie y compris l'hydrocarbure, mines et pétroles pourraient garantir l'accès de tous à des services énergétiques.

L'objectif 9 regroupe l'industrialisation durable dans l'axe du PND. Les objectifs portent sur la densification des infrastructures de communication et de transports ; la promotion des espaces de croissance ; l'élaboration de stratégies de relance de la filière coton à l'échelle de l'industrialisation textile et la promotion du transfert de technologie et innovation. Dans l'axe 2 du PND, la promotion de l'innovation pourrait améliorer la promotion de la compétitivité et l'intégration au marché mondial. Dans l'axe 3 du PND, la nécessité d'un renforcement des infrastructures de transport et de communication, résilientes aux chocs endogènes et exogènes, ainsi que la réhabilitation et la rentabilisation des sociétés d'Etat pour avoir une infrastructure résiliente et la promotion d'une industrialisation durable.

L'objectif 11 des ODD, faisant référence à l'ouverture, sûreté, résilience et durabilité des villes et établissements humains à tous, conforte pour le pays l'accent attribué aux objectifs relatifs à la densification des infrastructures de communication et de transport ; à la promotion des espaces de solidarité et au développement de l'urbanisme. Ce développement assure l'amélioration du niveau de satisfaction des usagers et de la fonctionnalité du système sanitaire et du développement de la gestion intégrée des ressources en eau.

Axe stratégique PND 4 : « Capital humain adéquat au processus de développement »

Objectif 4 : *Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.*

Objectif 5 : *Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.*

Objectif 6 : *Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion des ressources en eau.*

Objectif 12 : *Instaurer des modes de consommation et de production durables.*

Programme	Objectifs	Sous-objectifs
4.1.SANTE AUX NORMES DE QUALITE ET ACCESSIBLE A TOUS	4.1.1.Améliorer l'accès de la population aux soins de qualité	4.1.1.1.Améliorer le cadre réglementaire et institutionnel du secteur santé
		4.1.1.2.Améliorer le niveau de satisfaction des usagers et de la fonctionnalité du système sanitaire
	4.1.2.Lutter contre les épidémies et les maladies émergentes	4.1.2.1.Renforcer le dispositif contre les épidémies et les autres maladies émergentes
		4.1.3.Lutter contre la malnutrition
	4.1.3.2.Réduire le nombre des enfants de moins de 5 ans vulnérables de la malnutrition aigüe	
4.2.EDUCATION UNIVERSELLE ET AUX NORMES DE L'EXCELLENCE	4.2.1.Se doter d'un système éducatif performant, conforme aux normes internationales	4.2.1.1.Réduire de manière significative l'analphabétisme
		4.2.1.2.Garantir une éducation de qualité pour tous
		4.2.1.3.Améliorer le niveau de satisfaction des usagers et la fonctionnalité du système éducatif
4.3.FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE AU PROFIT DE L'ECONOMIE ET DES REGIONS	4.3.1.Promouvoir et valoriser l'enseignement technique professionnel et/ou professionnalisant	4.3.1.4.Densifier l'enseignement professionnel et technique
		4.3.1.5.Diversifier et adapter les filières au contexte local
		4.3.1.6. Renforcer et réadapter les besoins des compétences des formateurs
		4.3.1.7.Améliorer le système de financement
4.4.ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE INNOVANTS ET ADAPTES AUX BESOINS DE LA SOCIETE	4.4.1.Assurer une formation universitaire répondant aux normes, aux besoins et à l'assurance qualité et mettre la recherche scientifique au profit du développement	4.4.1.1.Promouvoir l'adéquation de la recherche et de l'innovation avec le développement
		4.4.1.2.Mettre en œuvre le système LMD et susciter l'émergence de l'université numérique
		4.4.1.3.Promouvoir la coopération interuniversitaire
4.5.EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT GARANTS DE LA SANTE PUBLIQUE	4.5.1.Assurer l'accès à l'eau potable, l'hygiène et aux infrastructures d'assainissement (EHA)	4.5.1.1.Mettre à jour le cadre juridique, légal et réglementaire de l'EHA
		4.5.1.2.Garantir l'accès à l'eau potable salubre et accessible et un assainissement adéquat pour tous
		4.5.1.3.Développer la gestion intégrée des ressources en eau
4.6.CULTURE ET PATRIMOINE, EXPRESSION DES VALEURS ET DE L'IDENTITE NATIONALE	4.6.1.Valoriser la culture en tant que levier de développement	4.6.1.1.Valoriser le patrimoine culturel au bénéfice des communautés
4.7.SPORT, EXPRESSION DE L'EPANOUISSEMENT ET DE L'INSERTION DE LA JEUNESSE DANS LE DEVELOPPEMENT	4.7.1.Intégrer le sport dans le processus de développement	4.7.1.1.Promouvoir les activités sportives à caractère éducatif et la masse et/ou la visée de qualité
4.8.PROTECTION SOCIALE, EXPRESSION DES DROITS HUMAINS ET DE L'EQUITE SOCIALE	4.8.1.Renforcer la protection sociale	4.8.1.1.Lutter contre l'exclusion et la vulnérabilité sociale
		4.8.1.2.Améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition
		4.8.1.3.Promouvoir les droits et les équités sociales

Source : Ministère de l'économie et de la planification Madagascar, Plan Nationale de Développement 2015-2019, 02 Avril 2015, page 71-72

Afin d'atteindre l'objectif 4 des ODD, le pays cherche à avoir un capital humain adéquat pour le développement. Le plan du pays est d'élaborer un système éducatif performant conforme aux normes internationales ; un enseignement technique

professionnalisant, une formation universitaire et une recherche scientifique avec innovation au profit du développement.

Dans l'objectif 5 des ODD, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et filles cadre avec l'effort mené par le pays pour le renforcement de la lutte contre le trafic et la maltraitance de tout genre à l'égard des femmes et filles notamment l'exploitation sexuelle, la violence, la discrimination l'exclusion et la vulnérabilité sociale. Il en est de même sur la promotion des droits et l'équité sociale, en particulier, le droit de propriété, l'accès au financement, la réduction significative de l'analphabétisme, l'éducation de qualité pour tous et la mise en valeur des travaux de soins non rémunérés.

L'objectif 6 des ODD fait référence qu'un capital humain sain nécessite l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et une gestion des ressources en eau garantie. Dans ce secteur, le pays a insisté sur l'importance à la promotion de l'accès à l'eau potable salubre, à l'accès à l'hygiène et aux infrastructures d'assainissement adéquat pour tous ainsi qu'à la gestion intégrée des ressources en eau. L'objectif et ses cibles concordent parfaitement aux objectifs du PND.

L'objectif 12 des ODD est en parallèle avec les objectifs du pays sur la protection, la conservation et la valorisation du capital naturel, de la biodiversité et des aires protégées. Il insiste donc sur l'aménagement des bassins versants et la gestion des feux de brousses ainsi que la lutte contre les trafics et exploitations irrationnelles des ressources naturelles.

Axe stratégique PND 5 : « Valorisation du capital naturel et renforcement de la résilience aux risques de catastrophe ».

Objectif 13 : *Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions*

Objectif 14 : *Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable*

Objectif 15 : *Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité*

Programmes	Objectifs	Sous-objectifs
5.1.RESSOURCES NATURELLES, UN LEGS ASSURE POUR LES GENERATIONS FUTURES	5.1.1. Assurer l'articulation ressources naturelles et développement économique	5.1.1.1.Améliorer le cadre juridique et institutionnel
		5.1.1.2.Intégrer la dimension capital naturel dans la planification du développement
		5.1.1.3.Accroître la contribution du secteur ressources naturelles à l'économie
		5.1.1.4.Intégrer les actions de lutte contre le changement climatique dans la promotion d'une économie résiliente
5.2.CAPITAL NATUREL ET RESILIENCE AUX RISQUES DE CATASTROPHES	5.2.1. Protéger, conserver et valoriser durablement le capital naturel et les écosystèmes	5.2.1.1.Réduire la pollution de manière significative
		5.2.1.2.Gérer et valoriser la biodiversité et les aires protégées
		5.2.1.3.Aménager les bassins versants et gérer les feux
		5.2.1.4.Lutter contre les trafics et exploitations irrationnelles des ressources naturelles
		5.2.1.5.Renforcer la résilience et la capacité d'adaptation aux risques liés au climat et catastrophes naturelles
		5.2.1.6.Mettre en place un système d'alerte à temps réel
		5.2.1.7.Intégrer la GRC – RRC dans le processus de développement

Source : Ministère de l'économie et de la planification Madagascar, Plan Nationale de Développement 2015-2019, 02 Avril 2015, page 72-73

Premièrement, l'objectif est de mettre un accent sur la contre le changement climatique pour intégrer les ressources naturelles dans le développement économique. C'est le renforcement de la capacité d'adaptation aux risques liés au climat et aux catastrophes naturelles et la mise en place d'un système d'alerte à temps réel ainsi que sur l'intégration de GRC-RRC dans le processus de développement. Deuxièmement, la mise en valeur du capital naturel pour le développement et insiste sur l'amélioration du cadre juridique et institutionnel du secteur ressources naturelles. L'intégration de la dimension capitale naturelle dans la planification du développement et l'accroissement de la contribution de ce secteur à l'économie. Et troisièmement, la liaison entre le PND et les ODD s'agit ici de l'articulation entre ressources naturelles et développement économique, d'une part ; et à la protection, conservation et valorisation durables du capital naturel et les écosystèmes, d'autre part. C'est la réduction de la pollution, la gestion et valorisation des aires protégées, gestion des feux de brousses et lutte contre les trafics et exploitations irrationnelles des ressources naturelles.

Chapitre III : analyse économétrique de l'IDH

L'économétrie est souvent décrite comme la partie de l'économie qui s'occupe de la mesure, du quantitatif. Elle applique les méthodes statistiques aux données empiriques issues de l'économie. Héritière à la fois des mathématiques, de l'économie et des statistiques, elle se fonde sur des modèles économiques qu'elle vient confronter à un ensemble de données observées (données de panel, série temporelle, etc.). L'économétrie vise à estimer les paramètres de ces modèles et à en vérifier la validité.

1- Contexte

a- Le modèle

Un modèle est une représentation schématisée d'une théorie pour rendre plus simple son analyse. C'est une présentation formalisée et structurée mais approximative et incomplète d'un ensemble d'éléments réels, ensemble choisi et délimité par le créateur du modèle. Les modèles représentant les phénomènes économiques sont appelés modèles économétriques. Il existe à côté de ceux-ci, d'autres types de modèle : le modèle comptable, les modèles théoriques, etc. L'objectif est, dans les cadres de modèles économétriques et au travers d'une mesure statistique, de permettre aux agents économiques (ménages, entreprises, Etat, ...), d'intervenir de manière plus efficace. Ainsi, un modèle économétrique est une formalisation ou une présentation formalisée d'un phénomène sous forme d'équations dont les variables sont des grandeurs économétriques.

En général, un modèle est issu d'une théorie qui suppose un lien de causalité. L'un des buts qu'il poursuit est d'ailleurs de simplifier la théorie en vue de vérifier sa cohérence. Il est ainsi, pour tester la validité d'une théorie par la confrontation aux faits.

Dans le langage économétrique, l'ensemble des équations d'un modèle tel découle de la littérature théorique est appelé forme structurelle de ce modèle. Pour être explicite, cette forme doit être spécifiée. Dans le point suivant nous essayerons de spécifier le modèle que nous allons étudier.

Ainsi, tout modèle est inévitablement une simplification de la réalité par lequel le modélisateur cherche à saisir les traits fondamentaux du système qu'il cherche à styliser.

Pour nous, le modèle est donc l'outil que nous utilisons pour comprendre les facteurs les plus déterminants du développement endogène dans le processus de développement.

b- Les variables

La loi psychologique fondamentale...c'est qu'en moyenne et la plupart du temps les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu, selon John Maynard Keynes économiste britannique (1883-1946).

Le comportement du consommateur a été très tôt un sujet de prédilection pour l'économétrie (enquêtes de satisfaction, etc.)

L'indice du développement humain (IDH) est un indice statistique composite, créé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 1990, évaluant le niveau de développement humain des pays du monde. Il est calculé par la moyenne de trois indices:

- la santé /longévité (mesurées par l'espérance de vie à la naissance), qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux.
- le savoir ou niveau d'éducation. Il est mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes (pourcentage des 15 ans et plus, sachant écrire et comprendre aisément un texte court et simple traitant de la vie quotidienne) et le taux brut de scolarisation (mesure combinée des taux pour le primaire, le secondaire et le supérieur). Il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société ;
- le niveau de vie (logarithme du produit intérieur brut par habitant en parité de pouvoir d'achat), afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture.

La formule de l'IDH :

$$IDH = \sqrt[3]{I_{santé} \times I_{éducation} \times I_{niveau\ de\ vie}}$$

c- Les paramètres

La fonction choisie pour représenter le modèle comporte en général des paramètres inconnus, qu'il faudra estimer à l'aide de diverses méthodes de la statistique : par exemple à l'aide d'un échantillon et de la statistique différentielle (droite de régression et méthodes des moindres carrés ordinaires), par l'utilisation des informations du passé et du présent dans le cas des séries chronologiques, etc.

d- Les différents types de modèle

➤ Modèle statique ou dynamique

Le modèle présenté sur la consommation est un modèle statique au sens où il fait les différentes variables au même instant. Dans un modèle dynamique le temps t joue un rôle explicite et on étudie l'enchaînement temporel des différentes variables.

➤ Linéarité

L'adoption de schémas linéaires pour représenter la liaison entre variables économiques peut apparaître comme une simplification éloignée de la réalité. L'expérience nous montre que cette hypothèse est très souvent raisonnable.

Par ailleurs la simplicité des calculs auxquels conduit l'hypothèse linéaire est souvent déterminante dans son choix. Enfin la notion de linéarité doit être précisée ; quand on parle de modèle linéaire en économétrie, on évoque la linéarité par rapport aux paramètres que l'on doit estimer.

Enfin, n'oublions pas que de nombreux modèles non linéaires par rapport aux variables peuvent être linéarisés : $Y = A \exp(BX)$ donne par passage au logarithme népérien : $\ln(Y) = \ln A + BX$ soit en posant $Z = \ln(Y)$; $Z = a + bX$

2- Présentation du modèle

L'Indicateur de développement humain ou l'IDH, un indicateur synthétique créé par le PNUD en 1990 qui assemble trois indicateurs, à savoir l'indicateur de longévité et de santé, l'indicateur de niveau de vie et l'indicateur d'instruction. L'IDH s'obtient par la moyenne de ces trois indicateurs dont chacun est calculé à l'aide de nombreuses variables dans différents domaines. Pour cela le calcul de l'IDH implique de nombreuses variables, mais dans notre étude nous allons essayer d'expliquer l'IDH à l'aide de vingt variables appartenant au moins à l'un des trois axes suivants ; l'axe gouvernemental, l'axe social, et l'axe économique. Pour

avoir plus de précision nous utiliserons un certain nombre d'observation, approximativement une cinquantaine de pays représentant presque le continent africain.

Le modèle central auquel on s'intéresse est le modèle linéaire que l'on écrit :

$$\begin{aligned}
 \text{IDH}_i = & \alpha_0 + \alpha_1 \text{APD}_i + \alpha_2 \text{FUELS}_i + \alpha_3 \text{RENA}_i + \alpha_4 \text{HR}_i + \alpha_5 \text{FRC}_i + \alpha_6 \text{IPCOR}_i \\
 & + \alpha_7 \text{CHILD}_i + \alpha_8 \text{EPR}_i + \alpha_9 \text{GEXP}_i + \alpha_{10} \text{DCRED}_i + \alpha_{11} \text{IPCONS}_i \\
 & + \alpha_{12} \text{GETEL}_i + \alpha_{13} \text{STBUS}_i + \alpha_{14} \text{TAXPAY}_i + \alpha_{15} \text{MINF}_i + \alpha_{16} \text{HEXP}_i \\
 & + \alpha_{17} \text{PSCDR}_i + \alpha_{18} \text{EOED}_i + \alpha_{19} \text{PSPOV}_i + \alpha_{20} \text{IDE}_i
 \end{aligned}$$

Dans ce modèle interviennent différents grandeurs :

➤ *Une variable endogène ou variable à expliquer :*

- **IDH**

L'indice de développement humain est un instrument de mesure qui ambitionne de déterminer l'état réel des pays de façon plus fine que le PIB ou le PIB en PPA (parité de pouvoir d'achat). L'indice de développement humain a une dimension à la fois économique et sociale. Il prend en compte plusieurs critères pour déterminer le niveau de vie dans un pays donné, aussi bien le PIB par tête (la dimension économique) que le niveau d'instruction et l'espérance de vie (dimension "sociale").

➤ *Une vingtaine de variables explicatives :*

- **APD : Aide Publique au Développement**

L'aide publique au développement est constituée par des dons et des prêts à conditions très favorables accordés par des organismes publics aux pays et aux territoires figurant sur la liste des bénéficiaires du « Comité d'Aide au Développement » (CAD) de l'OCDE.

- **FUELS : Primary energy supply, fossil fuels**

Il représente la part de consommation d'énergie fossile (Charbon, huile lourde, pétrole, gaz naturel) par rapport à la consommation totale d'énergie brute pour satisfaire la consommation intérieure d'un pays.

- **RENA : Natural resources depletion (% GNI)**

L'épuisement des ressources naturelles est la somme de l'épuisement net de la forêt, de l'épuisement énergétique et de l'appauvrissement en minéraux.

- **HR :Homicide rate (per 100000)**

L'homicide intentionnel, tel que défini par l'ONUUDC, est «la mort illégale intentionnellement infligée à une personne par une autre personne». Les données démographiques intentionnelles sur les homicides sont affectées par les changements dans les soins traumatiques, ce qui entraîne une létalité plus grande des agressions violentes, de sorte que le taux d'homicide volontaire peut ne pas nécessairement indiquer le niveau global de violence sociétale. Ils peuvent également être sous-déclarés pour des raisons politiques.

- **DCRED:Debts, domestic credit provided by the banking sector (%GDP)**

Le crédit domestique octroyé par le secteur financier inclue tous les crédits à des divers secteurs sur la base du PIB, à l'exception des crédits du gouvernement qui lui est net. Le secteur financier inclus les autorités monétaires et les banques de dépôt, tout comme les autres coopérations financières.

- **STBUS: Starting business (cost % of income per capita)**

« Starting business » est une jeune entreprise innovante à fort potentiel de croissance qui fait souvent l'objet de levées de fonds. On parle également de « Starting business » pour une entreprise en construction qui n'est pas encore lancée sur le marché commercial (ou seulement à titre expérimental). Elle est en phase plus ou moins longue de développement d'un produit, de test d'une idée, de validation d'une technologie ou d'un modèle économique. Le risque d'échec est supérieur à celui des entreprises traditionnelles du fait des petites tailles et du manque de visibilité de ces structures.

- **GETEL:Gettingelectricity (cost % of income per capita)**

Cette variable constitue l'ensemble des coûts de consommation en énergie électrique par rapport au revenu par tête.

- **MINF : Mortality rate infant 2012 per 1000 live births**

La mortalité infantile désigne les décès de jeunes enfants, en général de moins d'un an. Il est mesuré par le taux de mortalité infantile (IMR), qui est le nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour 1000 naissances vivantes.

- **IPCOR :Corruption perceptions index 2016 (0 to 100)**

Carte du monde évaluant l'indice de perception de la corruption selon « Transparency International » en 2010. Un score haut indique un degré de perception de corruption bas. Un score bas indique un haut degré de perception de corruption.

- **CHILD :Child labour (% aged 5-14 years)**

Le travail des enfants est la participation de personnes mineures à des activités à finalité économique et s'apparentant plus ou moins fortement à l'exercice d'une profession par un adulte.

- **EPR: Employment to population ratio (% aged 25 and above)**

Il s'agit d'un ratio statistique qui mesure la proportion de la population en âge de travailler du pays.

- **IDE: Financial flows, Foreign direct investment, net inflows (%GDP)**

Ce variable mesure le flux de l'investissement étranger net par rapport au PIB.

- **EOED: Expenditure on education %GDP**

Cela exprime la part de la dépense de l'Etat consacrée à l'éducation il inclut les dépenses de transfert

- **IPC: Prices, consumer price index**

L'indice des prix à la consommation (IPC) est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante)

- **TAXPAY: Payment taxes (total tax rate % of profit)**

Cette rubrique enregistre les impôts et les cotisations obligatoires qu'une entreprise de taille moyenne doit payer ou retenir au cours d'une année donnée, ainsi que la charge administrative dans le paiement des impôts et des cotisations.

- **FRC: Freedom of choice (% satisfied)**

« Freedom of choice » décrit l'opportunité et l'autonomie d'une personne pour exécuter une action choisie parmi au moins deux options disponibles, sans contrainte par les parties externes. C'est le le taux de liberté de choix par satisfaction

- **HEXP: Health expenditure total (as % of GDP)**

Cela exprime la part de la dépense totale de l'Etat concernant la santé.

- **PSCDR: Primary school dropout rate % of primary school cohort**

Cela décrit le taux des étudiants qui abandonnent leurs études et qui répètent leurs études avant de terminer leurs études primaires constitue un obstacle majeur à l'universalisation de l'enseignement élémentaire.

- **PSPOV: Population in severe poverty %GDP 2005-2012**

Cette variable explique le taux de la population vivant dans l'extrême pauvreté c'est-à-dire les individus vivant avec moins de 1,25\$ par jour.

3- Modèle en coupe instantannée

➤ statistiques descriptives

(obs=51)

	idh	apd	fuels	rena	hr	frc	ipcor	child	epr	gexp	dcred	ipcons	getel	stbu
idh	1.0000													
apd	-0.0216	1.0000												
fuels	0.8484	0.0094	1.0000											
rena	0.1807	0.0305	0.1431	1.0000										
hr	-0.3969	0.1941	-0.3955	0.1465	1.0000									
frc	0.3138	-0.0812	0.2779	-0.1634	-0.2960	1.0000								
ipcor	0.4897	0.0139	0.4042	-0.3264	-0.2252	0.4360	1.0000							
child	-0.3465	-0.1009	-0.2341	-0.0846	0.2670	-0.2370	-0.2518	1.0000						
epr	-0.5382	0.0625	-0.5457	-0.1258	0.3022	0.1463	-0.1875	0.2219	1.0000					
gexp	-0.0226	-0.1279	-0.0895	-0.2450	-0.1127	0.0466	0.1244	-0.1808	-0.0823	1.0000				
dcred	0.2627	0.0941	0.3550	-0.3643	-0.3023	0.2079	0.2750	-0.1562	-0.2385	0.1871	1.0000			
ipcons	-0.2141	-0.0832	-0.1582	0.0385	0.0741	-0.0230	-0.1945	-0.0619	0.1862	0.0472	0.0053	1.0000		
getel	-0.4932	0.0368	-0.3413	0.1442	0.1872	-0.2824	-0.3138	0.4676	0.3561	-0.0382	-0.2401	-0.0147	1.0000	
stbu	-0.4831	-0.0162	-0.3869	-0.0866	0.1329	-0.0369	-0.3386	0.5144	0.3492	-0.1576	-0.1450	0.0740	0.3806	1.0000
taxpay	-0.1724	-0.0795	-0.0995	0.0337	0.0483	-0.3327	-0.3028	0.1666	-0.1396	-0.1610	0.0010	-0.0233	0.1558	0.3469
mi	-0.7513	-0.1404	-0.6726	0.1801	0.4405	-0.3924	-0.4893	0.3289	0.3427	-0.0088	-0.4733	0.2443	0.3571	0.3906
hexp	-0.3185	-0.0902	-0.3019	-0.2002	-0.0135	-0.1805	0.0662	-0.1267	-0.0259	-0.0175	-0.0888	0.0679	0.0674	-0.0803
pscdr	-0.6274	-0.0273	-0.6629	-0.0806	0.1482	-0.0677	-0.3566	0.2676	0.6609	0.0045	-0.3610	0.0377	0.3956	0.4081
eoed	0.2378	-0.0999	0.1046	-0.1623	0.0633	0.0075	0.3334	-0.2917	-0.2199	0.5080	-0.0677	-0.2135	-0.1350	-0.1887
ide	-0.1461	0.0415	-0.2122	0.2724	0.1442	-0.1988	-0.0810	0.0157	-0.1362	-0.0734	-0.0008	0.0244	0.1326	-0.0537
pspov	-0.6126	0.0262	-0.4567	-0.1917	0.0956	-0.2143	-0.1465	0.2550	0.3059	-0.1567	-0.2174	0.0423	0.3820	0.2292

	taxpay	mi	hexp	pscdr	eoed	ide	pspov
taxpay	1.0000						
mi	0.0860	1.0000					
hexp	-0.0323	0.2838	1.0000				
pscdr	0.0282	0.5226	0.1438	1.0000			
eoed	-0.0423	-0.1800	-0.1128	-0.1470	1.0000		
ide	0.0817	0.1084	0.1719	-0.0117	-0.0371	1.0000	
pspov	0.0634	0.3697	0.2828	0.3493	-0.3173	0.2133	1.0000

Source: International Monetary Fund, International Financial Statistics and data files, and World Bank and OECD GDP estimates

Test de la qualité de la régression : Il s'agit du test de significativité individuelle de chaque variable ainsi que du test de significativité globale.

```
. regress IDH APD FUELS RENA HR FRC IPCOR CHILD EPR GEXP DCRED IPCONS GETEL STBU TAXPAY MI HEXP PSCDR EOED
> P_SPOV IDE
```

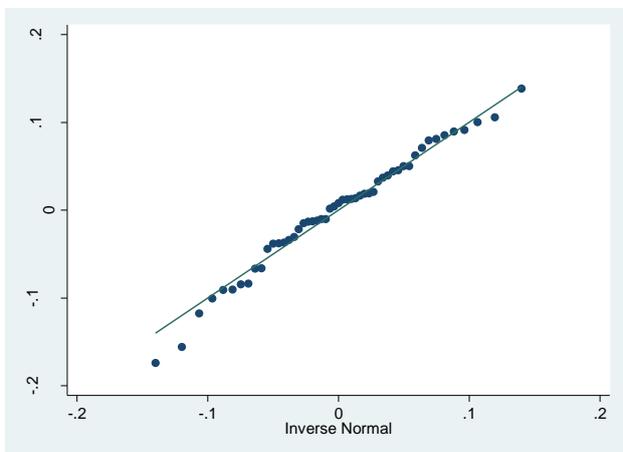
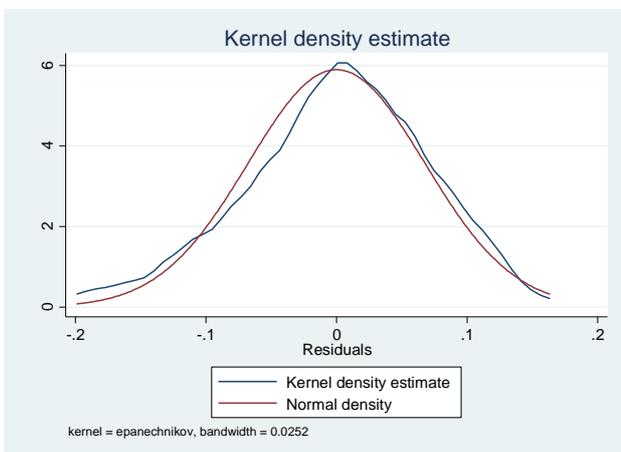
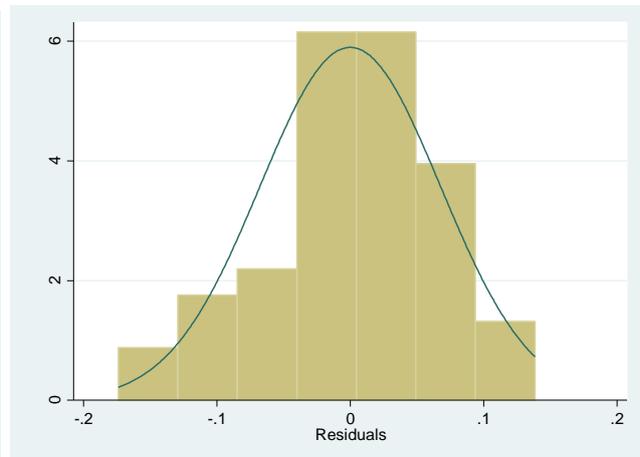
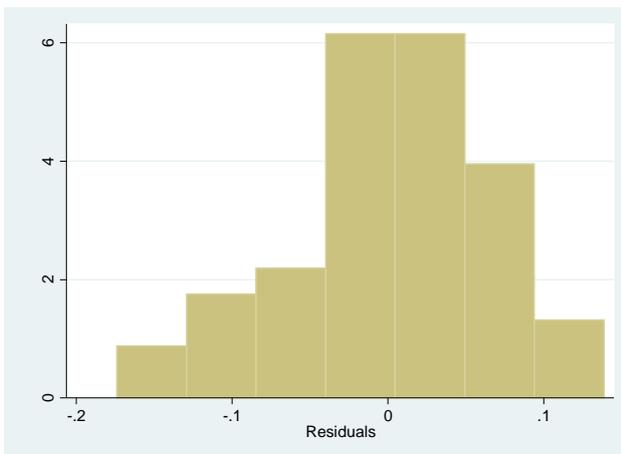
Source	SS	df	MS	Number of obs =	51
Model	2.28934648	20	.114467324	F(20, 30) =	15.00
Residual	.228904472	30	.007630149	Prob > F =	0.0000
				R-squared =	0.9091
				Adj R-squared =	0.8485
Total	2.51825096	50	.050365019	Root MSE =	.08735

IDH	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
APD	-.0105493	.0111695	-0.94	0.352	-.0333604 .0122618	
FUELS	.0577163	.0276043	2.09	0.045	.0013409 .1140917	
RENA	.016443	.0090101	1.82	0.078	-.0019581 .0348441	
HR	.004409	.0197137	0.22	0.825	-.0358517 .0446697	
FRC	-.0432433	.0498904	-0.87	0.393	-.1451331 .0586464	
IPCOR	.0599293	.0494683	1.21	0.235	-.0410985 .1609571	
CHILD	-.0221161	.0255067	-0.87	0.393	-.0742076 .0299755	
EPR	-.0958766	.1166674	-0.82	0.418	-.3341432 .14239	
GEXP	-.0127317	.0441058	-0.29	0.775	-.1028077 .0773443	
DCRED	-.0026068	.003528	-0.74	0.466	-.0098119 .0045984	
IPCONS	-.0240098	.0281371	-0.85	0.400	-.0814735 .0334539	
GETEL	-.0363277	.0180534	-2.01	0.053	-.0731977 .0005423	
STBU	-.0191572	.0187832	-1.02	0.316	-.0575177 .0192032	
TAXPAY	-.0364623	.0411941	-0.89	0.383	-.1205918 .0476672	
MI	-.1897627	.0506932	-3.74	0.001	-.293292	-.0862334
HEXP	-.0218302	.0415793	-0.53	0.603	-.1067464 .0630861	
PSCDR	.0626476	.0316407	1.98	0.057	-.0019714 .1272666	
EOED	.0115312	.0373701	0.31	0.760	-.0647886 .087851	
P_SPOV	-.0642936	.023347	-2.75	0.010	-.1119744	-.0166127
IDE	-.0043213	.004545	-0.95	0.349	-.0136034 .0049608	
_cons	1.142578	.6744519	1.69	0.101	-.2348368	2.519992

Avec un coefficient de détermination (R^2) égale à 0,9091 et de sa valeur ajustée (R^2 adj) à 0,8485, on peut en déduire que les 20 variables qu'on a choisi au préalable contribuent bien à l'explication du niveau de l'IDH.

Concernant le test de significativité globale, on constate que $f(20,51)$ est supérieur à la probabilité de Fisher lue dans les tables statistiques ce qui prouve que les coefficients sont globalement significatifs.

➤ Test de normalité



Source: *International Monetary Fund, International Financial Statistics and data files, and World Bank and OECD GDP estimates*

Les distributions des erreurs suivent donc la loi normale. Ce qui nous permet de juger la validité des tests d'hypothèses sur les paramètres du modèle.

➤ test de Shapiro-Wilk: Ce test a pour principe de base le Q-Q plot. On cherche à mesurer la corrélation entre les quantiles théoriques et les quantiles empiriques. La formule de la statistique de Shapiro-Wilk s'écrit :

$$SW = \frac{\delta}{\sigma_u \sqrt{n-1}}$$

Où $\delta = \sum_{i=1}^{\frac{n}{2}} a_i \hat{u}_{n-i+1} - \hat{u}_i$

Et a_i poids tabulés par simulation de moindres carrés pour $i=1, \dots, \frac{n}{2}$ et par différente valeur de n .

Résultat :

```
. swilk error
```

Shapiro-Wilk W test for normal data					
Variable	Obs	W	V	z	Prob>z
error	51	0.98199	0.860	-0.321	0.62588

On en déduit donc que les termes d'erreurs suivent bien la loi normale.

➤ Test de Jarque-Bera

Le test de Jarque-Bera combine le Skewness et le Kurtosis. S et K mesurent la statistique de forme.

$$S = \frac{\frac{1}{n} \sum (\hat{u}_i - \bar{\hat{u}})^3}{\left(\frac{1}{n} \sum (\hat{u}_i - \bar{\hat{u}})^2 \right)^{\frac{3}{2}}}$$

$$K = \frac{\frac{1}{n} \sum (\hat{u}_i - \bar{\hat{u}})^4}{\left(\frac{1}{n} \sum (\hat{u}_i - \bar{\hat{u}})^2 \right)^2}$$

Le statistique de Jarque-Bera est défini par :

$$\begin{aligned}
 JB &= \frac{n}{6} S^2 \\
 &+ \frac{1}{4} (K - 3)^2
 \end{aligned}$$

```
. sktest error
```

Variable	Skewness/Kurtosis tests for Normality				
	Obs	Pr(Skewness)	Pr(Kurtosis)	adj chi2(2)	joint Prob>chi2
error	51	0.2097	0.7501	1.76	0.4154

Au seuil de 5%, on constate la valeur de JB est inférieure au Chi2(2) ce qui nous permet de déduire que l'erreur suit l'hypothèse de normalité.

➤ Hétéroscédasticité

L'hypothèse d'hétéroscédasticité stipule que les distributions de probabilité des erreurs sont différentes les unes des autres. Le test de Breusch-Pagan généralise l'hypothèse H₀ : Variance constant contre H₁ : variance égale f(Z); α où f définie la fonction scédastique. Ce test suit la loi de Chi2.

```
. estat hettest error
```

Breusch-Pagan / Cook-Weisberg test for heteroskedasticity

Ho: Constant variance

Variables: error

chi2(1)	=	4.01
Prob > chi2	=	0.0454

On peut constater que l'hypothèse d'hétéroscédasticité a été vérifiée.

➤ test d'autocorrélation

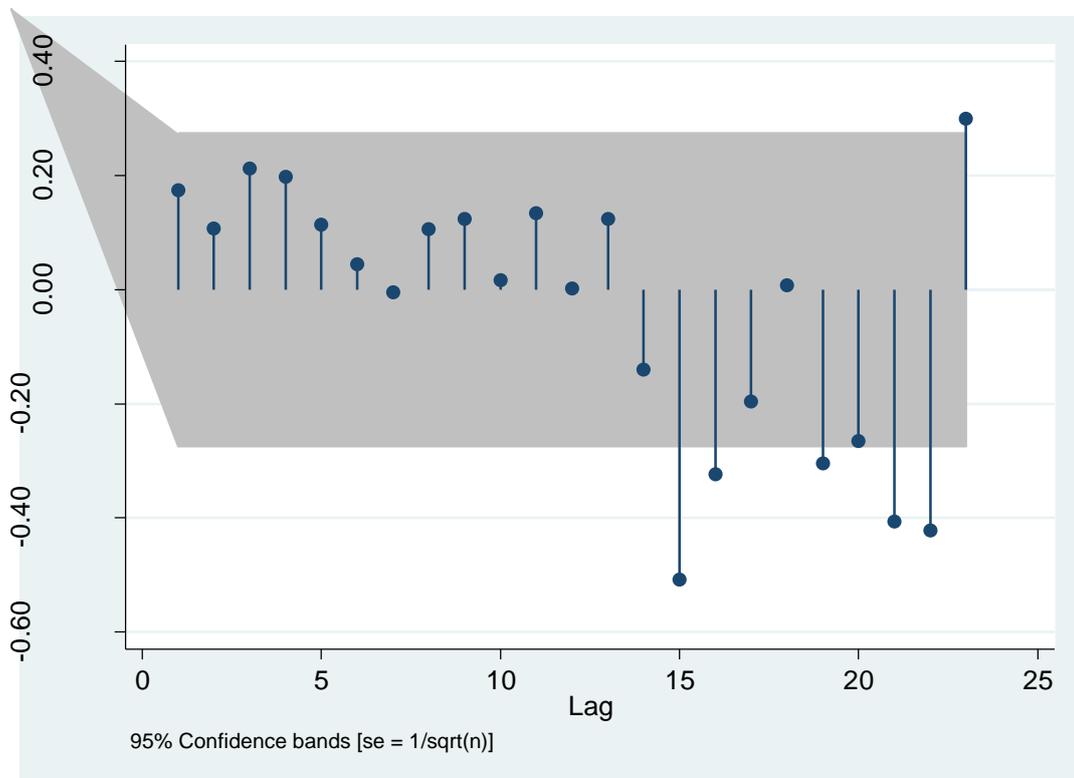
Source: International Monetary Fund, International Financial Statistics and data files, and World Bank and OECD GDP estimates

Source: International Monetary Fund, International Financial Statistics and data files, and World Bank and OECD GDP estimates

. corrgram error

LAG	AC	PAC	Q	Prob>Q	-1	0	1	-1	0	1
					[Autocorrelation]			[Partial Autocor]		
1	0.1510	0.1748	1.233	0.2668						
2	0.1121	0.1068	1.926	0.3817						
3	0.2095	0.2121	4.3981	0.2216						
4	0.2121	0.1982	6.9859	0.1366						
5	0.1630	0.1138	8.5464	0.1286						
6	0.0887	0.0451	9.0188	0.1725						
7	0.0609	-0.0046	9.2464	0.2354						
8	0.1178	0.1065	10.119	0.2568						
9	0.1362	0.1239	11.313	0.2549						
10	0.0277	0.0166	11.363	0.3299						
11	0.0987	0.1346	12.021	0.3621						
12	0.0458	0.0019	12.166	0.4324						
13	0.0742	0.1239	12.558	0.4825						
14	-0.0915	-0.1396	13.17	0.5132						
15	-0.3020	-0.5078	20.017	0.1713						
16	-0.1330	-0.3229	21.384	0.1642						
17	-0.1062	-0.1960	22.281	0.1741						
18	-0.0350	0.0076	22.382	0.2155						
19	-0.1512	-0.3047	24.313	0.1844						
20	-0.1455	-0.2654	26.159	0.1606						
21	-0.1100	-0.4058	27.25	0.1627						
22	0.0192	-0.4220	27.284	0.2006						
23	-0.0270	0.2995	27.355	0.2412						

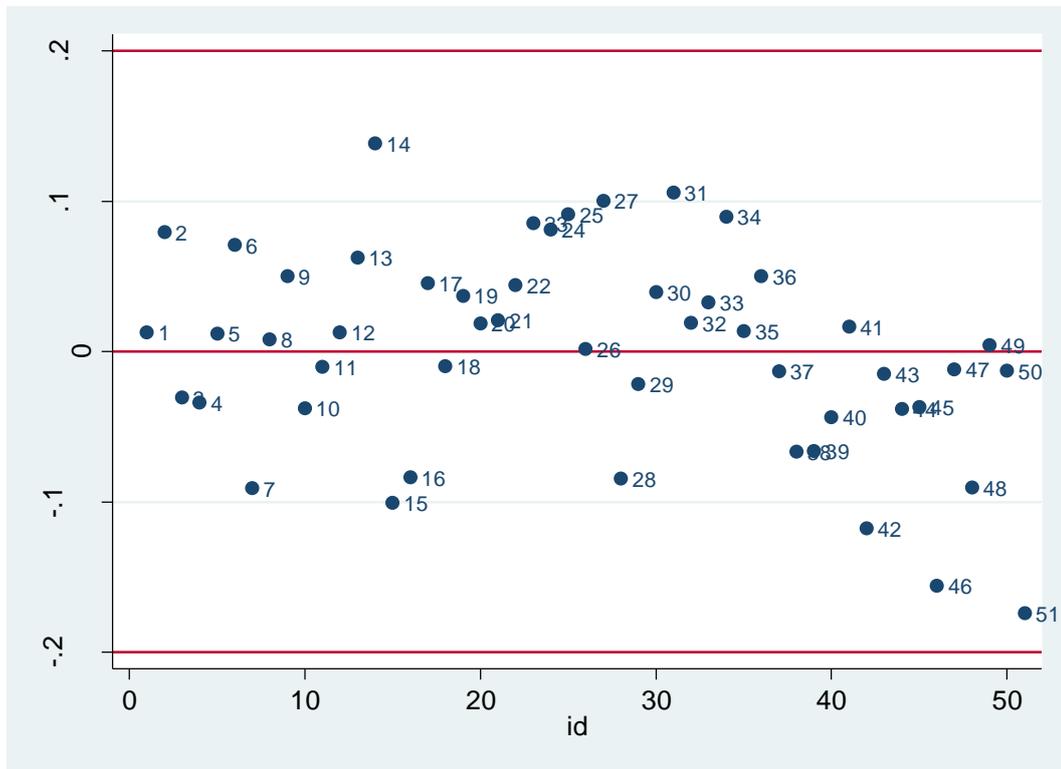
. pacerror



Source : traitement de données sur stata 12 / www.worldbank.org/WDIdata

DIAGNOSTIC DE LA REGRESSION

➤ Studentized residuals



On peut constater qu'aucune observation n'est atypique. Ce qui veut dire que si on se réfère au cas de ces 51 pays, les 20 variables peuvent affecter directement le niveau de l'IDH.

Conclusion de l'analyse : Après avoir effectué ces analyses, on peut maintenant affirmer la validité de notre modèle. Notre choix de choisir les variables explicatives du niveau de l'IDH selon 3 grandes axes (Economie-Sociale-Gouvernance) nous a donc permis de vérifier et de prouver qu'aucune anomalie et incompatibilité n'est présente dans notre concept. Puisqu'on a choisi ces variables tout en tenant compte du fait qu'elles ont tous un lien étroit avec des composantes endogènes, on peut en déduire que promouvoir le développement endogène influencerait positivement le niveau de l'IDH.

CONCLUSION

Notre pays n'a connu qu'une faible croissance économique depuis l'indépendance comme on peut le constater avec les taux de variation annuelle moyenne des décennies 1980, 1990, 2000, et 2010 respectivement 0,855%, 1,763%, 4,281%, et 2,035%. L'échec du développement économique et social du pays provient surtout de l'instabilité politique qui a entraîné une transformation perpétuelle du modèle de développement à chaque changement de République. Ce ne sont pas les actions et politiques économiques menées durant les seize années passées qui sont entièrement responsables du déclin de l'économie malgache car, toutefois, à l'aube de chaque crise survenue au pays, des croissances économiques élevées ont été enregistrées : en 2001 (6%), en 2003 (9%), en 2008 (7%). Compte tenu des résultats qu'on peut observer actuellement, l'objectif de croissance inclusive n'a pas été effectivement atteint. On peut plutôt constater qu'elle est segmentée et sélective. Or, ces dernières favorisent dans la plupart des cas les inégalités sociales déjà existantes. Ce genre de problème social contribue à la hausse des fractures sociales qui engendrerait inévitablement des tensions politiques et sociales. C'est ce qui explique cette corrélation inhabituelle entre les crises politiques, les crises sociales et économiques dans notre pays. D'où l'échec des modèles de développement économique et social à Madagascar.

Comme notre préoccupation majeure porte sur l'importance du développement endogène. Ce travail nous a permis de dégager que le développement endogène est complémentaire à toute politique de développement afin d'englober un développement global. Il s'agit d'utiliser toutes les ressources disponibles localement tout en tirant le maximum de profit, et de promouvoir l'ouverture aux extérieurs pour en bénéficier les avantages qu'elle procure. En ce sens, les échanges d'expériences et des pratiques avec les pays développés favorisent le développement de différents secteurs d'activités, comme le secteur agricole, industriel... Et les aides fournies par les bailleurs de fonds nous permettent de financer les plans d'actions. Mais ces aides publiques au développement sont souvent mal utilisées; soit elles sont utilisées à des dépenses courantes qu'à des investissements, soit elles sont utilisées à des intérêts personnels et reflètent la corruption. Or, l'aide au développement peut être efficace à condition d'impliquer tous les acteurs locaux et s'assurer de l'alignement des incitations et motivations de toutes les parties prenantes ; renforcer les mécanismes de gouvernance ; optimiser la gestion de l'aide. L'aide au développement aura atteint ses objectifs quand les pays bénéficiaires n'en auront plus besoin. La balle est dans notre camp.

Madagascar étant parmi les Pays Moins Avancés dont l'IDH est à 0,51 pour l'année 2014 (PNUD 2016), ainsi les dirigeants successifs ont procédé à l'adoption des différents programmes de développement. En effet, trois programmes de développement étaient adoptés depuis 1998 jusqu'à nos jours pour faire face à son sous-développement à savoir le DSRP, le MAP et le PND. En comparant ces trois programmes nous avons constaté qu'ils ont comme objectif principal le recul de la pauvreté du pays à travers une croissance économique inclusive et une bonne gouvernance. Ces derniers sont des conditions nécessaires mais loin d'être suffisantes. Le DSRP ayant été établi entièrement n'a suscité qu'une certaine croissance économique pour Madagascar mais n'a pas pu sortir le pays du sous-développement. Le MAP a été par la suite mis en place mais ce dernier ayant été interrompu par la crise de 2009 n'a apporté que des résultats provisoires c'est à dire insuffisante pour sortir le pays du sous-développement. Par ailleurs, le PND, étant le programme le plus récent adopté, ce dernier n'a pas encore apporté des impacts satisfaisants jusqu'à maintenant. Les deux premiers programmes n'ont pas été très efficaces à la lutte contre la pauvreté. Ces inefficacités sont dues au manque de financement et de l'instabilité économique afin de réaliser des travaux de construction et la réhabilitation des infrastructures déjà existants. Ces trois programmes sont tous des bonnes idées à la base mais la mise en œuvre a été mal opérée vu les échecs observés. En effet, si on veut avoir une réussite, il faut avoir non seulement une bonne idée mais aussi bien concrétiser cette dernière. Afin de relancer l'économie de Madagascar, il est conseillé d'exploiter ses points forts et de travailler ses points faibles c'est-à-dire de maximiser ses avantages comparatifs tout en s'attaquant à ses contraintes les plus fortes.

A l'instar des autres pays tel que le Vietnam, le Ghana, le Rwanda, et le Sénégal, les composantes endogènes du développement méritent plus de promotion à Madagascar. Des investigations plus approfondies et des mesures concrètes devraient être prises pour mieux exploiter nos ressources naturelles, ressources financières et nos ressources humaines.

BIBLIOGRAPHIE

- AFD, Analyses structurelle et conjoncturelle de l'économie ghanéenne, Avril 2002
- Aydalot, Philippe (1985) Économie régionale et urbaine. Paris, Economica, 487 p. par Paul Y. Villeneuve
- Banque Mondiale (juin 2013) : MADAGASCAR Pour un dialogue sur les enjeux de développement
- Banque Mondiale, (Juin 2010). Madagascar vers un agenda de relance économique
- COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, GHANA : Structures économiques et problèmes de développement, Juin 1972, p.1
- Didier PATOU, « Pierres précieuses : 1 saphir sur 7 dans le monde est de Madagascar », Lagazette de la grande ile, 22 aout 2013
- Ministère de l'économie et de la planification, DSRP 1998-2001
- Fall, A., Mbaye, B.B., Sy, H. (2013). Politique Agricole, Productivité et Croissance à Long terme au Sénégal
- François Perroux, L'économie du XXème siècle, Paris, PUF, 1964, p.155
- Hausmann, Ricardo, Jason Hwang et DaniRodrik, (2007) "What you export matters", Journal of Economic Growth 12, 1-25.
- Ministère de l'économie et de la planification PND 2015-2019
- Humbert M. 1994 "Globalisation et Développement endogène"
- Lova Rabary-Rakotondravony,
- Ministère de l'économie et de la planification MAP 2007-2012
- Nations Unis : Objectifs du Millénaire pour le développement Rapport 2015
- PNUD (2013) RAPPORT ANNUEL MADAGASCAR 2013
- PNUD : Rapport sur le développement humain 2015 Le travail au service du développement humain
- Rapport national sur le développement durable: Contribution du Sénégal aux 16ème et 17ème sessions de la Commission du Développement Durable des Nations Unies (CDD-16/17), Mai 2008
- Smirnov, S.N., Etude philosophique des relations entre le développement global et le développement endogène, Paris, SS-83/CONF.618/7, 1983
- Van Biesebroeck, J. (2005), 'Exporting Raises Productivity in Sub-Saharan African Manufacturing Firms', Journal of International Economics, 67 (2): 373–391
- Wood, Adrian, et Jorge Mayer (2001), "Africa's export structure in a comparative perspective", Cambridge Journal of Economics 25: 369–394.

WEBOGRAPHIE

- www.edbm.gov.mg/fr
- www.education.gov.mg/
- www.banque-centrale.mg/
- www.economie.gov.mg/
- www.primature.gov.mg/
- www.industrie.gov.mg/
- www.banquemondiale.org
- <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>
- www.mefb.gov.mg/
- www.unpd.org

ANNEXE

Répartition de l'aide par donateur

Partenaires Techniques et Financiers	Décaissements Effectifs (en milliers USD)				Cumul
	2010	2011	2012	2013	
Agences Bilatérales (506)	172 622	161 607	140 398	161 691	636 318
États-Unis (4)	69 526	57 106	49 466	61 502	237 600
France (271)	56 056	60 591	48 661	42 845	208 152
<i>AFD, SCAC, FFEM, IR</i>	49 888	52 857	39 845	33 380	175 970
<i>Coopérations décentralisées (172)</i>	6 168	7 733	8 816	9 464	32 182
Chine (19)	5 098	3 135	4 843	16 757	29 833
Norvège (139)	12 680	13 691	13 356	12 563	52 290
<i>Ambassade (34)</i>	10 694	10 051	8 605	8 020	37 370
<i>NORAD (105)</i>	1 986	3 640	4 751	4 543	14 920
Corée du Sud (5)	161	480	339	10 078	11 058
Allemagne (20)	8 315	13 407	8 035	8 187	37 944
<i>GIZ (5)</i>	4 740	4 160	4 939	5 571	19 410
<i>KFW (15)</i>	3 575	9 247	3 096	2 615	18 533
Japon (33)	8 722	8 122	9 403	6 861	33 107
<i>JICA (25)</i>	8 722	8 122	9 403	5 718	31 964
<i>Japon (8)</i>	-	-	-	1 142	1 142
Suisse (14)	2 518	3 009	2 584	1 110	9 222
Koweït (2)	9 547	2 067	3 711	1 054	16 379
Arabie Saoudite (1)	-	-	-	734	734
Agences Multilatérales (413)	321 602	255 701	255 182	323 069	1 155 554
Banque Mondiale (28)	96 080	51 911	67 906	92 501	308 398
Union Européenne (165)	36 413	33 291	30 643	70 777	171 123
Nations Unies (155)	92 052	95 974	83 399	68 351	339 777
GAVI (10)	9 376	10 574	17 908	30 497	68 356
GFATM (19)	61 637	23 501	28 205	26 601	139 943
BAD (22)	17 727	24 738	12 115	22 138	76 718
OPEP (12)	7 399	14 092	8 106	6 945	36 541
BADEA (9)	918	1 621	6 900	2 278	11 718
SADC (1)	-	-	-	2 213	2 213
COI (1)	-	-	-	767	767
Organisations Non Gouvernementale (93)	24 693	25 355	25 694	24 740	100 481
Fondations (11)	2 781	3 384	3 537	3 404	13 107
ONG Internationale (82)	21 912	21 970	22 157	21 335	87 375
TOTAL (1012)	518 918	442 663	421 273	509 500	1 892 353

Source : Primature et Ministère de l'économie et de la planification (2015), «Rapport de Coopération au Développement »

Principaux PTF opérant dans le sous-secteur Eau et assainissement

Groupe donateur	Décaissements Effectifs (en milliers USD)			
	2012	Part (%)	2013	Part (%)
Banque Africaine pour le Développement	3 365	14,5	12 868	48,3
ONG Internationale	6 733	29,0	5 941	22,3
Banque Mondiale	6 181	26,6	2 497	9,4
Nations Unies	1 901	8,2	1 747	6,6
France (coopérations décentralisées)	1 712	7,4	1 669	6,3
Autres PTF (Japon, Union Européenne,...)	3 325	14,3	1 936	7,2
TOTAL	23 217	100	26 658	100

Source : Primature et Ministère de l'économie et de la planification (2015), «Rapport de Coopération au Développement »

Principaux partenaires opérant dans le secteur de l'Education

Groupe donateur	Décaissements Effectifs (en milliers USD)			
	2012	Part (%)	2013	Part (%)
Union Européenne	270	0,8	21 644	42,8
Nations Unies	12 980	36,5	9 807	19,4
Norvège	8 576	24,1	7 790	15,4
Banque Mondiale	2 720	7,6	6 182	12,2
France	4 944	13,9	3 658	7,3
dont coopérations décentralisées	1 031	2,9	700	1,4
ONG Internationales	725	2,0	843	1,7
Autres PTF (OPEP et BADEA)	5 367	15,1	592	1,2
TOTAL	35 582	100	50 515	100

Source : Primature et Ministère de l'économie et de la planification (2015), «Rapport de Coopération au Développement »

Principaux partenaires opérant dans le secteur de la gouvernance

Groupe donateur	Décaissements Effectifs(en milliers USD)			
	2012	Part (%)	2013	Part (%)
Union Européenne	6 329	22,5	18 991	40,0
Nations Unies	7 479	26,6	7 517	15,8
Banque Mondiale	5 428	19,3	7 274	15,3
France	4 506	16,0	6 035	12,7
dont coopérations décentralisées	1 299	4,6	2 668	5,6
SADC	-	-	2 213	4,7
Chine	1 545	5,5	1 392	2,9
Norvège	1 554	5,5	1 311	2,8
Japon	-	-	1 142	2,4
Autres PTF (COI, Suisse et Corée du Sud)	-	-	1 441	3,0
ONG Internationales	277	1,0	124	0,3
TOTAL	28 067	100	47 440	100

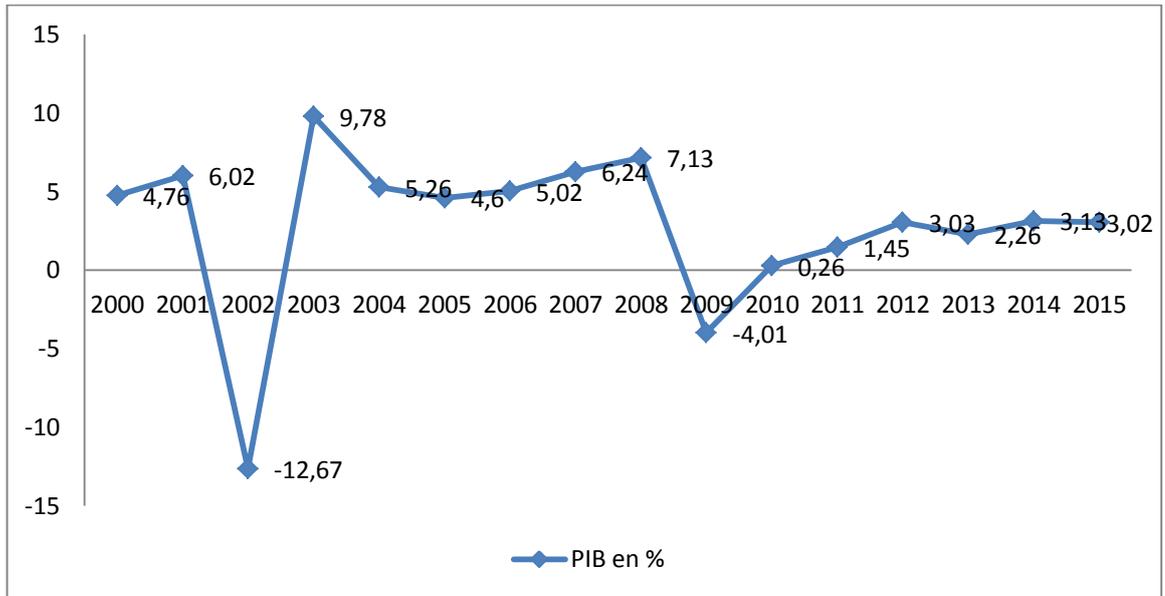
Source : Primature et Ministère de l'économie et de la planification (2015), «Rapport de Coopération au Développement »

Principaux partenaires opérant dans le secteur Infrastructures

Groupe donateur	Décaissements effectifs (en milliers USD)			
	2012	Part (%)	2013	Part (%)
Banque Mondiale	16 911	26,3	36 601	38,9
BAD	8 651	13,4	12 868	13,7
Corée du Sud	-	-	9 935	10,6
Union Européenne	9 350	14,5	8 403	8,9
France	6 138	9,5	8 290	8,8
ONG Internationales	6 733	10,5	5 941	6,3
Autres PTF (OPEP, Chine, BADEA,...)	16 576	25,8	11 950	12,9
TOTAL	64 359	100	93 988	100

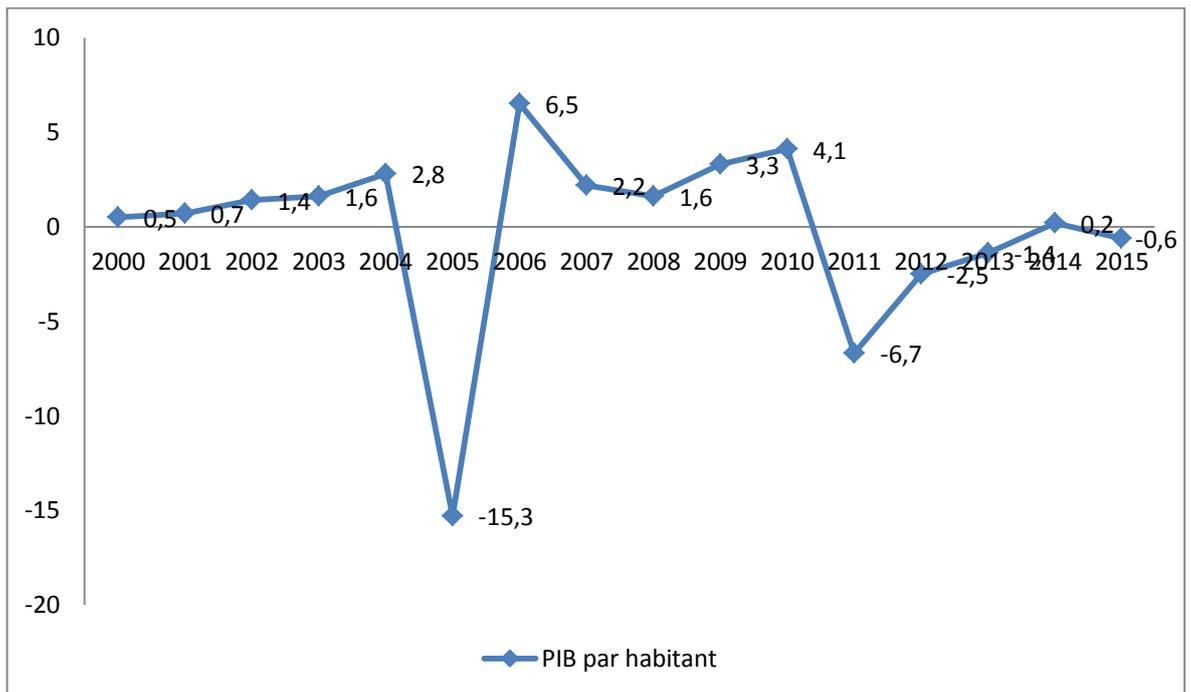
Source : Primature et Ministère de l'économie et de la planification (2015), «Rapport de Coopération au Développement »

Croissance du PIB depuis 2000 à Madagascar



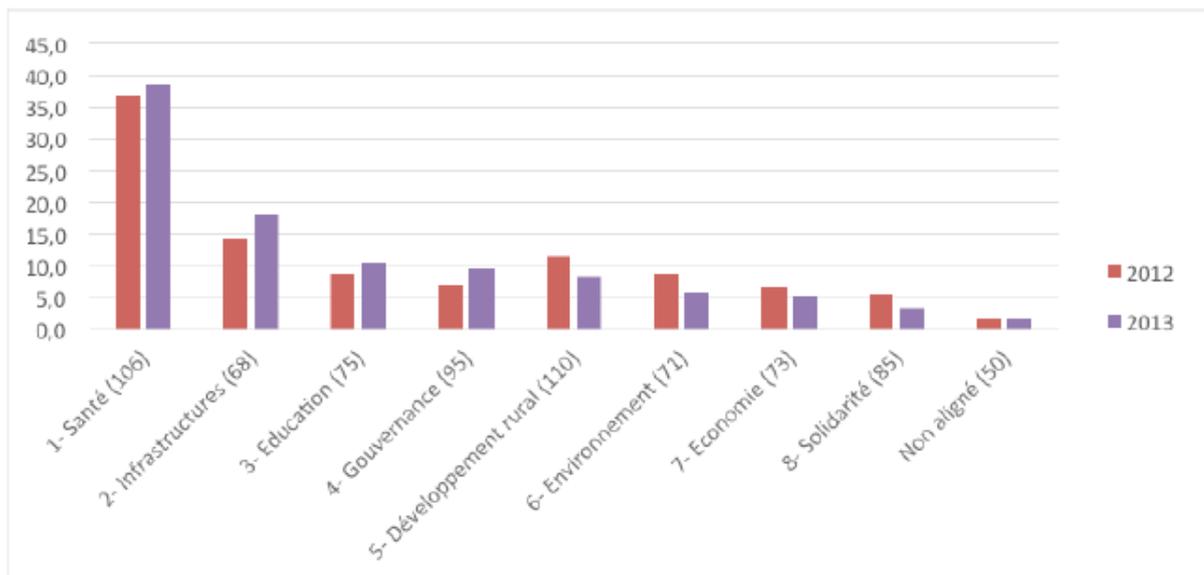
Source : Banque mondiale 2016

Croissance du PIB par habitant



Source : Banque mondiale 2016

Répartition et évolution sectorielle de l'aide



Source : Primature et Ministère de l'économie et de la planification (2015), «Rapport de Coopération au Développement »

TABLE DES MATIERES

<i>LISTE DES ABREVIATIONS</i>	<i>i</i>
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	<i>iii</i>
<i>LISTE DES GRAPHIQUES</i>	<i>iii</i>
INTRODUCTION	1
PARTIE I : CONCEPT THEORIQUE DU DEVELOPPEMENT ET PLAN D’ACTION A MADAGASCAR DEPUIS 2001	4
CHAPITRE I : APPROCHE THEORIQUE ET QUELQUES EXEMPLES D’APPLICATION DU DEVELOPPEMENT ENDOGENE	6
1- Concept de développement et développement endogène	6
a- Le développement	6
b- Le sous-développement.....	6
c- Mesure du sous-développement.....	7
d- La mesure par les indicateurs de développement	8
e- Le développement endogène.....	9
2- Le développement endogène faites par quelques pays	11
a- Cas du Vietnam.....	12
b- Cas du Sénégal.....	13
c- Cas du Rwanda	14
d- Cas du Ghana.....	16
CHAPITRE II : LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT A MADAGASCAR DEPUIS LE DEBUT DU MILLENAIRE	19
1- Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté(DSRP)	19
a- Axe gouvernance :.....	20
b- Aspects économiques.....	20
c- Aspects sociaux.....	21
2- Madagascar Action Plan (MAP)	21
a- Axe gouvernance.....	21
b- Aspect économiques	22
c- Aspect sociaux.....	24
3- Le Plan National de Développement (PND)	25
a- Axe gouvernance.....	26
b- Aspect économique.....	27
c- Aspects sociaux	27
PARTIE II : ARTICULATION ENTRE DEVELOPPEMENT ENDOGENE ET LES RELATIONS EXTERIEURES	29
CHAPITRE I : IMPLICATION DES PARTENAIRES PUBLICS INTERNATIONAUX ET DES PARTENAIRES PRIVES ETRANGERS ...	31
1- L’Aide Publique au Développement	31
a- Evolution de l’aide	31
b- Critiques	35
2- Echange de connaissance et d’expérience	36

CHAPITRE II : POSSIBILITE DES COMPOSANTES DE DEVELOPPEMENT ENDOGENE A MADAGASCAR	42
1- La relance économique	42
2- Madagascar et les Objectifs Durables de Développement (ODD)	47
CHAPITRE III : ANALYSE ECONOMETRIQUE DE L'IDH	57
1- Contexte.....	57
a- Le modèle	57
b- Les variables.....	58
c- Les paramètres.....	59
d- Les différents types de modèle	59
2- Présentation du modèle.....	59
3- Modèle en coupe instantannée.....	63
CONCLUSION.....	69
BIBLIOGRAPHIE	I
WEBOGRAPHIE.....	II
ANNEXE	III

Auteurs :RASOLOARISATA FranckyRivolala,
RASOLONIRINA NyHasinavalonaMaheritiana,
RATOVOHERY AnjaratianaLucLandry,
RATOVOHERY Lionel,
RATOVONJANAHARY Ny Aina Fanantenana

Titre : Le développement endogène dans le processus du développement de Madagascar

Nombre de page : 70

Tableaux : 7 Figures : 5 Annexes : 6

Contacts : 0330236434 franckynitro@gmail.com

Adresse de l'auteur : III X 133 A bis C Anosibe Ouest

Résumé

Cette étude consiste à montrer à quel point la promotion du développement endogène est importante dans le processus de développement. C'est-à-dire de savoir le rôle que devrait jouer le développement endogène dans le processus de développement. Actuellement, Madagascar fait partie des pays classés parmi les plus pauvres du monde. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation déplorable mais le plus pertinent est la faible insertion du développement endogène dans les politiques de développement de notre pays. Deux raisons nous ont conduits à choisir le développement endogène comme thème. D'un côté, il a déjà démontré son efficacité dans plusieurs pays à savoir le cas du Vietnam, le Ghana et encore d'autre. D'un autre côté, sa compatibilité avec nos plans d'action n'est plus à démontrer puisqu'il y est déjà intégré mais avec une faible insertion. L'approche que nous avons opté est celle de la revue de littérature en série accompagné d'une analyse économétrique. Elle consiste généralement à des consultations et analyse des recherches déjà effectuées dans le passé suivant un thème déjà choisi. On peut donc conclure que le développement endogène ne doit jouer qu'un rôle de complément, mais en aucun cas il ne peut être un substitut. La promotion du développement endogène est le choix optimal qui nous permettrait d'atteindre l'objectif de croissance inclusive.

Mots clés : crises, développement global, politique de développement, sous-développement, développement endogène, pauvreté, relation extérieure, aides financières, échanges, expérience, connaissance, propre choix, croissance économique, croissance inclusive, croissance segmenté, croissance sélective.

Encadreur : Mr. RAZAFIMANANTENA Tiaray Edouard